GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ABONNEMENT:
 PARIS ET LES DÉPARTEMENTS :
 Un an, 75 fr.
 Six mois, 36 fr. | Trois mois, 18 fr.
 ÉTRANGER :
 pour les pays sans
 postal.

BUREAUX:
 RUE HARLAY-DU-PALAIS, 24
 au coin du quai de l'Horloge
 à Paris.
 (Les lettres doivent être affranchies.)

AVIS.

Nous rappelons à nos abonnés que la suppression du journal est toujours faite dans les trois jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Pour faciliter le service et éviter des retards, nous les invitons à envoyer par avance les renouvellements, soit par un mandat payable à vue sur la poste, soit par les Messageries nationales ou générales.

PRIX DE L'ABONNEMENT

POUR PARIS ET LES DÉPARTEMENTS

Trois mois.	18 fr.
Six mois.	36
Un an.	72

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour de cassation (ch. des requêtes). Bulletin : Contrat judiciaire; interprétation; déclarations; renonciations; appréciation d'acte. — Enclave; servitude; passage; conclusions subsidiaires; prescription; défaut de motifs. — Mur séparatif entre deux héritages; mitoyenneté non acquise; démolition; action possessoire. — Avancement d'hoirie; don manuel; droits d'enregistrement. — Cour de cassation (ch. civ.). Bulletin : Appel tardif; nullité; ordre public; société; assignation; représentant; défaut de motifs; moyen abandonné. — Cour d'appel de Paris (1^{er} ch.). Legs au profit des pauvres; désignation faite pour l'exécution du legs; intérêts du legs. — Cour d'appel de Paris (4^e ch.). Liquidateur; frais faits pour la conservation de la chose; intérêt des associés et des créanciers. — Tribunal civil de la Seine (1^{er} ch.). M^{me} de Balzac contre M. Lepoitevin de Legreville; romans publiés sous les noms de Villerglé et de lord R'hooné; l'Heritière de Birague et Jean-Louis ou la Fille trouvée.

JUSTICE CRIMINELLE. — Cour d'appel de Paris (ch. des mises en accusation). Domesticité; sommes remises par le maître à forfait pour la dépense; abus de confiance; fausse qualité; escroquerie. — Cour d'appel d'Orléans (chambre correct.). Le prophète de Menetou; outrage à la religion catholique; exercice illégal de la médecine; incompétence. — Cour d'assises du Bas-Rhin : Association de malfaiteurs.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

Présidence de M. Mesnard.

Bulletin du 11 mai.

CONTRAT JUDICIAIRE. — INTERPRÉTATION. — DÉCLARATIONS. — RENONCIATIONS. — APPRÉCIATION D'ACTE.

Une Cour d'appel a pu, en rapprochant les conclusions prises devant elle par toutes les parties en cause, en appréciant leurs déclarations respectives et en interprétant leur intention, décider qu'elles avaient voulu faire et qu'elles avaient réellement fait un contrat judiciaire sur certains points du litige.

Elle a pu ensuite, et comme conséquence de ce contrat ainsi reconnu, juger que l'un des contractants s'était rendu non recevable à attaquer des donations testamentaires qu'il n'avait pas le droit personnel de critiquer, qu'il ne pouvait attaquer que du chef de son adversaire, qui y avait renoncé, et qui, d'ailleurs, était tenu par son titre de le respecter. Cette décision, fondée sur une appréciation de faits, d'actes et de circonstances particulières, échappe à la censure de la Cour de cassation.

Rejet, au rapport de M. le conseiller Mestadier, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Chegaray, plaident M^{me} Verdère, du pourvoi des sieurs Perrin et d'Heuqueville.

ESCLAVE. — SERVITUDE. — PASSAGE. — CONCLUSIONS SUBSIDIAIRES. — PRESCRIPTION. — DÉFAUT DE MOTIFS.

Le propriétaire dont le fond est soumis à l'exercice d'une servitude de passage peut enclaver ce passage sur un autre point que celui sur lequel il a été pratiqué jusqu'à ce qu'il en éprouve moins de dommage, à moins qu'il n'ait contre lui prescription à cet égard. Si donc le propriétaire du fonds enclavé a offert subsidiairement en appel, de prouver qu'il avait acquis, par la prescription, le droit de passer sur un point plutôt que sur un autre, la Cour d'appel doit examiner ces conclusions, et elle l'a fait, le 7 de la loi du 20 avril 1810, si, pour admettre la demande de l'adversaire, tendant à changer la direction primitive du passage, parce qu'il lui serait moins dommageable, elle se borne à dire que le propriétaire enclavé n'est pas qu'il a prescrit ce passage dans l'ancienne direction. En effet, c'est précisément pour arriver à cette preuve qu'il avait présenté ses conclusions subsidiaires. La Cour d'appel les a rejetées implicitement, et dès lors sa décision sur ce chef manque de motifs.

Admission, au rapport de M. le conseiller Bayle-Mouillard et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Chegaray, plaident M^{me} Bosviel, du pourvoi du sieur Voiry de Marly.

MUR SÉPARATIF ENTRE DEUX HÉRITAGES. — MITOYENNETÉ NON ACQUISE. — DÉMOLITION. — ACTION POSSESSOIRE.

Le propriétaire d'un mur et du terrain sur lequel il est assis, après l'avoir démolit, y a substitué une clôture à claire-voie, n'a pas pu être condamné, par la voie de la complainte possessoire et sur la poursuite de son voisin immédiat, au rétablissement de son mur, sous le prétexte que celui-ci aurait été troublé dans son droit d'acquiescer la mitoyenneté du mur démolit. Le droit à cette mitoyenneté, tant qu'il n'avait pas été exercé, avait laissé au propriétaire du mur la libre disposition de sa chose. En le démolissant, il n'avait fait qu'user de son droit, et, par conséquent, il ne pouvait apporter aucun trouble à la possession du voisin. Le juge de paix était donc compétent pour ordonner, comme juge du possessoire, la reconstruction du mur dont il s'agit.

Admission, au rapport de M. le conseiller de Boissieux, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Chegaray,

ray, plaident M^{me} Groualle, du pourvoi du sieur Leprevost.

AVANCEMENTS D'HOIRIE. — DON MANUEL. — DROIT D'ENREGISTREMENT.

Des avancements d'hoirie faits avant la loi du 22 mai 1850, par un père à l'un de ses enfants, et qui ont été énoncés dans l'acte de liquidation de la succession comme résultant des registres du père de famille, et reconnus par le fils dans des arrêtés de compte dressés pour établir leur situation respective par suite des rapports de banque qui avaient existé entre eux, ont-ils pu, lorsque ces arrêtés de compte ont été produits en justice, donner lieu au droit proportionnel d'enregistrement comme donations constatées par des actes passibles du droit d'enregistrement?

Ou bien, ces avancements d'hoirie ont-ils pu n'être considérés que comme des dons manuels affranchis par eux-mêmes de tout droit d'enregistrement, et dont la simple énonciation dans une liquidation devait jouir de la même exemption? (Conformément à la jurisprudence de la Cour de cassation, arrêt du 20 décembre 1831.)

En d'autres termes, des arrêtés de compte signés par les parties intéressées, et relatant un avancement d'hoirie d'un père à son fils comme un fait antérieurement consommé, et dans le but unique de fixer leur situation mutuelle, doivent-ils être considérés comme constitutifs d'une donation ou comme simplement énonciatifs d'un don manuel?

La chambre civile, devant laquelle ces questions ont été renvoyées, aura à examiner si elles rentrent dans celles sur lesquelles sa jurisprudence s'est déjà prononcée et appelle la même solution, ou si elles en diffèrent.

Admission, au rapport de M. le conseiller Bernard, de Rennes, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Chegaray, plaident M^{me} Bosviel, (Héritiers Worms de Romilly contre l'administration de l'enregistrement.)

COUR DE CASSATION (ch. civile).

Présidence de M. Mérilhou, conseiller.

Bulletin du 11 mai.

APPEL TARDIF. — NULLITÉ. — ORDRE PUBLIC. — SOCIÉTÉ. — ASSIGNATION. — REPRÉSENTANT. — DÉFAUT DE MOTIFS. — MOYEN ABANDONNÉ.

La nullité résultant de la tardiveté de l'appel est d'ordre public, et peut être invoquée en tout état de cause, et même par la partie qui a défendu au fond.

Une compagnie en commandite peut valablement être assignée, en l'un des lieux où elle a un siège social, en la personne de l'un de ses représentants; encore que ce représentant n'ait pas qualité pour intenter les actions de la société et y défendre, il a qualité pour recevoir les significations d'actes.

Il n'y a pas lieu d'annuler l'arrêt qui ne contient pas de motifs sur l'un des moyens présentés, lorsqu'il résulte des circonstances et des constatations de l'arrêt que ce moyen, proposé d'abord, avait ensuite été abandonné.

Rejet, après délibération en chambre du conseil, au rapport de M. le conseiller Delapalme, et contrairement, sur la deuxième question, aux conclusions de M. le premier avocat-général Nicias-Gaillard, du pourvoi du sieur Thayer, liquidateur de la Compagnie algérienne de colonisation, contre les frères Valenzin; plaident, M^{me} Henri Nougier.

NOTA. La première question avait été résolue en ce sens par arrêt rendu, après partage, le 2 avril 1850.

COUR D'APPEL DE PARIS (1^{er} ch.).

Présidence de M. le premier président Troplong.

Audience du 11 mai.

LEGS AU PROFIT DES PAUVRES. — DÉSIGNATION FAITE POUR L'EXÉCUTION DU LEGS. — INTÉRÊTS DU LEGS.

Le legs au profit des pauvres d'une ville est valable et fait à personnes certaines; la désignation faite par l'archevêque, en conséquence et pour l'exécution du legs, d'établissements autorisés à en profiter, n'ôte point au legs le caractère de précision et de certitude exigé par la loi.

De la clause portant que la somme du legs sera payée dans deux ans, la première seule sans intérêts, il résulte que les intérêts sont dus dès la deuxième année après le décès, et non à partir du jour de la demande.

Prévost Niatel, en instituant Nicolas-Alexandre Niatel, son cousin-germain, son légataire universel, a dit : « Il vaudra bien cependant avant tout donner une somme, que je désignerai plus bas, pour les œuvres de charité, et laquelle somme devra être versée, sans qu'il en soit demandé aucun compte, soit à la personne, soit à l'administration où cette somme devra être versée. » Puis plus bas : « Me trouvant faible, craignant accident, la somme que je désigne pour les pauvres est de 30,000 fr., qui seront versés à M. l'archevêque de Paris pour fondations sur six œuvres de... (le mot charité est resté au bout de la plume), afin de faire prier pour le repos de mon âme... L'héritier aura deux ans pour payer cette somme, la première seulement sans intérêts. »

M. Niatel a vu là un legs incertain, ne désignant ni la fondation, ni l'œuvre de charité, ni la personne, et laissant à un tiers le droit d'élire. Par toutes ces causes de nullité, il a réclamé du Conseil d'Etat le refus d'autorisation d'acceptation d'un tel legs. Ce Conseil a invité Mgr l'archevêque de Paris à faire les désignations des œuvres auxquelles pourrait être appliqué le bénéfice de la disposition. Ce prélat a désigné six établissements : le Séminaire diocésain, l'École secondaire ecclésiastique, la Fabrique de l'église métropolitaine, l'Asile des écrites âgés et infirmes, l'Institut général des frères des écoles chrétiennes et le Noviciat du même institut, tous établissements légalement autorisés. A la suite de cette désignation, le Conseil d'Etat a autorisé l'acceptation du legs. Sur la demande en délivrance formée par Mgr Sibour, archevêque de Paris, et par M. Bransuit, en religion frère Philippe, supérieur général de l'Institut des frères des écoles chrétiennes, le Tribunal de 1^{re} instance a rendu, le 27 février 1851, le jugement dont voici la teneur :

« Le Tribunal, « Attendu que, par son testament, Prévost Niatel, après avoir nommé pour seul héritier de tout ce qu'il possédait à son décès Nicolas-Alexandre Niatel, dispose ainsi qu'il suit : « Il vaudra bien cependant, avant tout, donner une somme que je désignerai plus bas pour les œuvres de charité, et laquelle somme devra être versée sans qu'il en soit demandé aucun compte, soit à la personne, soit à l'administration où cette somme devra être versée; »

« Et que plus loin il ajoute : « La somme que je désigne pour les pauvres est de 30,000 francs, qui devront être versés

à l'archevêché de Paris pour fondation sur six œuvres de charité, afin de faire prier Dieu pour le repos de mon âme; »

« Qu'il résulte de ces dispositions que l'intention claire du testateur était, non pas de faire un legs particulier, mais d'imposer au légataire universel l'obligation de verser à la caisse de l'archevêché de Paris, et à destination pieuse, la somme désignée à la fin de son testament; »

« Que c'était, dans sa pensée, une charge de legs universel, une condition à l'exécution de laquelle le subordonnait le profit du legs universel; »

« Que Niatel ne saurait donc accepter ledit legs et en recueillir le bénéfice sans subir et accomplir la charge qui lui a été imposée, comme obligatoire, préalable, à acquiescer par lui; »

« Attendu que le Tribunal n'est pas lié par la qualification donnée à la disposition testamentaire par les parties intéressées, ni par les actes qui en ont été la conséquence, et qu'il lui appartient d'assigner à cette disposition son véritable caractère; »

« Déclare les demandeurs non recevables en leur demande en délivrance de legs; »

« Condamne Niatel à payer aux demandeurs :

« 1^o La somme de 30,000 francs, montant en principal des causes susénoncées; »

« 2^o Les intérêts de ladite somme à 5 p. 0/0, depuis le 4 novembre 1840 jusqu'au jour de la demande; »

« 3^o Les intérêts du principal et des intérêts capitalisés depuis le jour de la demande; »

« Condamne Niatel aux dépens. »

Appel par M. Niatel.

M^{me} Senard, son avocat, s'expliquant d'abord sur les intérêts s'élevant à 14,000 francs, et courus depuis le 4 novembre 1839, jour du décès, jusqu'au 12 août 1850, jour de la demande en délivrance, soutient que, dans tous les cas possibles, ces intérêts ne sont dus que du jour de la demande. Ce n'est pas la faute du légataire universel si cette demande est séparée de l'époque du décès par un intervalle de dix ans. Le testateur n'a pas dit expressément que les intérêts seraient payés à compter du jour du décès; il a donné deux ans pour ce paiement, mais sans fixer le point de départ, et ce point de départ reste celui déterminé par l'art. 2015 du Code Napoléon, à savoir, le jour de la demande, de la demande régulière, formée après l'autorisation légale.

Quant au principal, le legs est fait à personne incertaine; les juriconsultes (MM. Joubert, Merlin, Grenier) proscrivent le legs avec faculté d'élire, même dans le cercle de personnes désignées par le testateur. Ici, il a été légué à six œuvres de charité non énoncées, et pour la désignation, on s'en est remis à l'arbitre de Mgr l'archevêque. Un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 6 mars 1841, annule, comme fait à personne incertaine, un tel legs avec faculté d'élire. La désignation faite, dans l'espèce, n'émane pas du testateur; il y a nullité du legs. On a pu valider (c'est l'espèce Lecrosnier, arrêt de cassation du mois de juillet 1834) un legs aux pauvres de la somme restante, après la disposition de la presque totalité de la fortune du défunt, pour obtenir des prières pour le repos de son âme; mais ici c'est la partie la plus essentielle, la presque totalité de la fortune qui est avant tout donnée au détriment de la famille.

Le Tribunal n'a voulu voir qu'une charge, une simple condition, et non un legs dans la disposition indiquée; de fait cependant, il y a six légataires, et Mgr l'archevêque et le frère Philippe sont bien aussi des légataires, procédant comme tels.

M^{me} Gaudry, avocat des intimés, s'attache à démontrer que si au Conseil d'Etat des réclamations ont pu être présentées, elles seraient aujourd'hui sans utilité, et qu'il s'agit bien, non d'un legs proprement dit, mais d'une condition, d'une charge du legs universel. Or, il est de principe que le testateur peut imposer à sa libéralité telles charges qu'il lui plaît, celle même (de la part du légataire) de renoncer à sa légitime (Furgole), celle de donner portion de sa propre hérédité, quoiqu'il semblerait y avoir là le legs de la chose d'autrui (Paris, 19 mars 1822; cassation, id.); et la charge peut, exister sans être accompagnée de désignation de personne, elle peut exprimer l'obligation pure et simple de faire un monument, de donner aux pauvres, etc.

Y eût-il legs, en effet, il serait valable; l'art. 910 du Code Napoléon permet le legs aux pauvres; les établissements désignés appartiennent bien à cette catégorie; ils sont alimentés par la charité publique; ils ne sont pas de ceux qui reçoivent une aumône courante, mais des secours permanents pour des actes de piété permanents aussi; il n'y a nullité du legs avec faculté d'élire que lorsqu'il n'y a pas de catégorie désignée; ici la catégorie des pauvres est nominativement déterminée.

Quant aux intérêts, le testateur oblige son légataire universel, avant tout, à payer le legs, et en lui donnant deux ans pour le paiement, et n'excluant des intérêts que la première année, il est clair qu'il a voulu qu' aussitôt après cette première année les intérêts commencent à courir.

M. Meynard de Franc, avocat-général, a conclu à la confirmation du jugement.

Voici le texte de l'arrêt :

« La Cour,

« Considérant qu'un legs fait aux pauvres d'une ville n'est pas un legs fait à une personne incertaine; que cette disposition est précisément autorisée par l'article 910 du Code Napoléon; qu'à la vérité, le testateur s'en est rapporté à l'archevêque de Paris pour la désignation des six œuvres qui devaient, en recueillant sa libéralité, être chargées de reciter les prières pour le repos de son âme; mais que cette circonstance n'empêche pas que la disposition principale contenue dans le testament n'ait la précision et la certitude exigées par la loi; que c'est seulement pour l'exécution que le testateur a invoqué le concours, l'intervention et la désignation de l'archevêque; qu'enfin cette intervention s'est exercée au profit d'établissements autorisés et conformément aux intentions du testateur; que, dans ces circonstances, c'est à tort que le Tribunal a déclaré les demandeurs non recevables dans leur demande en délivrance, mais qu'ils ne demandent pas sur l'appel la réformation de ce chef;

« En ce qui concerne les intérêts :

« Considérant que, d'après les clauses du testament, le testateur a clairement indiqué le jour à compter duquel courraient les intérêts; qu'il a voulu qu'ils commencent à courir à partir de la deuxième année qui suivrait son décès; que cette disposition, autorisée par l'article 1015 du Code Napoléon, doit être observée;

« Confirme. »

COUR D'APPEL DE PARIS (4^e chambre).

Présidence de M. Rigal.

Audience du 1^{er} mai.

LIQUIDATEUR. — FRAIS FAITS POUR LA CONSERVATION DE LA CHOSE. — INTÉRÊTS DES ASSOCIÉS ET DES CRÉANCIERS.

Le liquidateur d'une société qui, tant dans l'intérêt des associés que dans l'intérêt des créanciers, a fait des avances utiles à tous, a, sur l'actif de la liquidation, le privilège ac-

cordé par le § 3 de l'article 2102 du Code Napoléon pour les frais faits pour la conservation de la chose.

M. Barbier Saint-Ange s'est rendu adjudicataire des travaux à exécuter pour la confection du canal souterrain de Chalifert au prix fixé par la soumission, et sous la condition que le dixième des sommes qui lui seraient dues par l'Etat serait retenu pendant un certain laps de temps pour garantie de bonne exécution des travaux par lui entrepris.

Dans le cours de cette entreprise, M. Barbier Saint-Ange a fait diverses délégations ou cessions des sommes que l'Etat aurait à lui payer, notamment à M^{me} veuve Ménétrier de Courcaire, du dixième des retenues qui seraient faites par l'Etat, et à M^{me} Tellière du prix desdits travaux et de toutes indemnités qu'il pourrait obtenir de l'Etat. Il a aussi formé une société avec M. Ratty pour l'exécution dudit canal de Chalifert; mais avant son achèvement, une sentence arbitrale, rendue contradictoirement entre les associés, le 12 mars 1844, a prononcé la dissolution de la société et nommé M. Barbier Sainte-Marie liquidateur avec tous les pouvoirs nécessaires pour faire terminer les travaux et en régler le prix.

M. Barbier Sainte-Marie a accepté les fonctions à lui déléguées et atteint le but proposé, mais en avançant de ses propres fonds les sommes nécessaires pour l'achèvement des travaux entrepris et la mise à fin de l'opération.

Ces travaux exécutés et reçus, le liquidateur a sollicité et obtenu de l'Etat une indemnité pour les pertes que l'entreprise avait causées aux soumissionnaires, et liquidation faite du prix des travaux, le ministre des finances a fait verser à la caisse des consignations, à la charge des opérations formées sur M. Barbier Saint-Ange, la somme totale de 26,024 fr.

Une contribution a été ouverte au greffe du Tribunal civil de la Seine pour la distribution de ladite somme entre les créanciers opposants, et, par le règlement provisoire de cette contribution, M. Barbier Sainte-Marie a obtenu, conformément à sa demande, une collocation par privilège pour la somme de 10,195 fr. 90 c., montant du solde des avances par lui faites en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société Barbier Saint-Ange et Ratty, nommé pour mener à fin l'entreprise qui avait été l'objet de cette société, et pour les intérêts de cette somme à 5 p. 100 par an à compter du 8 août 1849, jour de la demande en collocation, jusqu'à celui du paiement.

Cette collocation privilégiée a été contestée par M^{me} veuve Ménétrier de Courcaire et rejetée par jugement du Tribunal civil de la Seine du 31 janvier 1851, ainsi conçu :

« Le Tribunal,

« Attendu que le privilège réclamé par Barbier Sainte-Marie n'est fondé sur aucune des dispositions de la loi; que c'est volontairement qu'il a fait des avances pour le compte de la liquidation; qu'il n'y était pas obligé par sa qualité de liquidateur, laquelle n'a pu lui conférer, pour le recouvrement desdites avances, d'autres droits que ceux qui appartiendraient à tous autres créanciers;

« Attendu qu'il résulte des pièces et documents produits que la créance de Barbier Sainte-Marie doit être réduite à la somme de 3,693 fr. 90 c., pour laquelle il devra être colloqué au marc le franc seulement dans le règlement définitif;

« Réforme le règlement provisoire; dit que Barbier Sainte-Marie ne sera colloqué qu'au marc le franc de sa créance. »

M. Barbier Sainte-Marie a interjeté appel du jugement.

Dans son intérêt, M^{me} Thureau a soutenu que les avances de son client étant constantes, il était établi qu'elles avaient été faites dans l'intérêt de l'affaire commune et qu'elles avaient profité à tout le monde, associés et créanciers; d'où résultait qu'il fallait attribuer à M. Barbier Sainte-Marie le privilège accordé aux frais faits pour la conservation de la chose par l'article 2102 du Code Napoléon, § 3.

Dans l'intérêt de la veuve Ménétrier, M^{me} Limet a soutenu que le privilège réclamé par M. Barbier Sainte-Marie ne pouvait appartenir qu'à un syndic de faillite représentant à la fois le failli et les créanciers, et agissant toujours dans l'intérêt des uns et des autres, non à un liquidateur qui, ne représentant que ceux dont il liquidait la chose, était un tiers au contraire à l'égard des créanciers et n'agissait jamais dans l'intérêt de ces derniers.

Mais contrairement à ce système et conformément aux conclusions de M. l'avocat-général Thévenin, la Cour a rendu l'arrêt suivant :

« Considérant qu'en fait, après la dissolution de la société dont s'agit, à laquelle toute publicité a été donnée, Barbier Sainte-Marie a été nommé liquidateur chargé, dans l'intérêt des associés et aussi dans l'intérêt des créanciers, de continuer les travaux commencés jusqu'à leur entier achèvement, et, à cet effet, de passer tous marchés et contracter tous emprunts, payer et recevoir;

« Considérant que les avances pour lesquelles Barbier Sainte-Marie demande sa collocation, ont, en grande partie, été employées à payer Ausatory, conducteur des travaux, dans l'intérêt de leur complet achèvement, et le surplus dans le même intérêt;

« Considérant, en droit, que le principe qui accorde un privilège pour les frais faits pour la conservation de la chose est applicable au liquidateur qui, agissant non seulement dans l'intérêt des associés, mais encore des créanciers, a fait les dépenses dont il réclame le remboursement, pour obtenir, comme dans l'espèce, un résultat utile pour tous;

« Que ce principe est d'autant plus applicable dans l'espèce, qu'il s'agit de travaux publics à l'occasion desquels la loi du 26 pluviôse an II introduit un privilège sur les sommes dues par l'Etat pour lesdits travaux, au profit de ceux dont les capitaux ont servi aux salaires des ouvriers et au paiement des objets ayant servi à la construction des ouvrages;

« Infirme, et, au principal, maintient le règlement provisoire. »

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1^{er} ch.).

Présidence de M. de Belleyme.

Audience du 7 mai.

M^{me} DE BALZAC CONTRE M. LEPOITEVIN DE LEGREVILLE. — ROMANS PUBLIÉS SOUS LES NOMS DE VILLERGLÉ ET DE LORD R'HOONÉ. — L'Heritière de Birague et Jean-Louis ou la Fille trouvée.

M^{me} Lachaud, avocat de M. Lepoitevin de Legreville, expose ainsi les faits de la cause :

M. de Legreville a eu l'honneur d'être longtemps l'ami de

M. de Balzac, et je crois même son premier collaborateur.

Ils publièrent en collaboration, dans le courant de 1822, deux ouvrages : *L'Héritière de Birague* et *Jean-Louis ou la Fille trouvée*. Ces deux romans parurent sous les pseudonymes de A. de Villerglé et de lord R'hooné.

La collaboration de M. de Balzac n'est pas contestée. Elle résulterait au besoin de pièces incontestables qui sont au dossier.

M. de Legreville, fier de cette collaboration, de ce souvenir qui le rattache à un écrivain aussi éminent, veut de nouveau publier ces ouvrages, oubliés depuis longtemps; il demande que l'indivision cesse et qu'il soit procédé à la licitation. Cette demande ne peut être repoussée en principe, et M. de Balzac, héritière de son mari, reconnaît qu'elle ne peut s'y opposer. Elle demande que ces ouvrages continuent à paraître sous le pseudonyme de A. de Villerglé et de lord R'hooné. Elle veut plus encore. Elle soutient que dans les annonces de la vente il ne devra être fait aucune mention de la collaboration de Balzac, et elle prétend faire décider, sous aucun prétexte, qu'on ne puisse connaître la part qu'a prise M. de Balzac à ces œuvres.

Son motif, honorable assurément, c'est que ces ouvrages ne sont pas dignes du génie du grand écrivain et qu'elle doit avant tout veiller à sa renommée et à sa gloire. Nous respectons de semblables scrupules. Mais peut-être la gloire de Balzac n'aurait-elle pas souffert de cette publication.

C'est sa première production, et on ne peut pas espérer un chef-d'œuvre. Avant d'arriver au *Père Goriot*, aux *Parents pauvres*, et à quelques autres de ses immortels ouvrages, son esprit a dû se façonner et son génie s'agrandir peu à peu. Il est curieux de suivre les traces d'un pareil talent, et sa renommée n'aura rien perdu parce qu'on aura étudié à son aurore cette puissance d'observation et de style qui a fini par se produire avec tant de finesse et d'éclat.

M. Lachaud, examinant les prétentions de M. de Balzac, reconnaît que ces ouvrages doivent être réparés sous le pseudonyme. En effet, si un auteur doit toujours répondre de son œuvre, il peut lui convenir de ne pas livrer son livre au public. Lorsque deux collaborateurs s'associent et prennent des pseudonymes, il y a entre eux une convention de paraître sous un titre convenu et arrêté, et il ne peut appartenir à l'un, sans la volonté de l'autre, de changer les termes du contrat.

Mais M. Lachaud soutient qu'on ne peut empêcher les publications de la manière la plus utile à l'intérêt de l'un des co-propriétaires. Le procès est entre les héritiers de Balzac et M. Lepoitevin de Legreville, et il n'est pas possible de plaider par pseudonyme; M. Legreville rentre donc dans le droit commun.

M. Léon Duval, avocat de M. de Balzac, reconnaît que la licitation demandée ne peut pas être refusée. Elle est écrite dans la loi. Mais M. de Balzac, par un sentiment trop honorable et trop légitime pour n'être pas compris et respecté par tous, exige que les ouvrages conservent leur pseudonyme de Villerglé et de lord R'hooné. Il est évident qu'on ne peut aujourd'hui publier ces ouvrages avec d'autres noms que ceux qui ont été choisis par les auteurs dans une intention qu'on n'a pas à discuter. Il n'est pas non plus possible, à l'aide d'annonces répandues à profusion dans le public, de faire disparaître les pseudonymes, et de faire connaître ainsi les noms des auteurs qui ne veulent pas se nommer. Par ce moyen les pseudonymes ne serviraient à rien, et autant vaudrait publier les noms véritables. Ce serait indirectement atteindre le même but.

Le Tribunal a rendu le jugement suivant :

« Attendu qu'il est constant, en fait, et reconnu au procès que les deux ouvrages intitulés *L'Héritière de Birague* et *Jean-Louis, ou la Fille trouvée*, sont l'œuvre commune de Legreville et de feu Balzac, mais qu'ils ont été publiés sous le pseudonyme de Villerglé et lord R'hooné;

« Attendu que la dame de Balzac ne s'oppose pas à la licitation demandée par Lepoitevin de Legreville, qu'elle y consent au contraire, mais à la condition que la vente aura lieu avec les indications de la publication originaire, sous les pseudonymes ci-dessus énoncés, et que l'acquéreur ne pourra éditer de nouveau ces deux ouvrages que dans les mêmes conditions;

« Attendu que cette prétention est conforme aux droits de la dame de Balzac, et doit être accueillie par le Tribunal;

« Par ces motifs,

« Le Tribunal donne acte à Lepoitevin de Legreville de la déclaration de la dame Balzac qu'elle s'en rapporte à justice et consent à la vente par licitation, entre elle et ledit Lepoitevin, des deux ouvrages dont il s'agit; ordonne, en conséquence, qu'aux requêtes, poursuites et diligences du sieur Lepoitevin de Legreville et en présence de la dame Balzac, ou elle dûment appelée, il sera procédé à la vente sur licitation, en l'étude de M. Jozon, notaire, des ouvrages intitulés : *L'Héritière de Birague* et *Jean-Louis ou la Fille trouvée*;

« Dit que ladite vente aura lieu sous les noms de Villerglé et lord R'hooné; que ladite vente ne pourra être annoncée que sous ces noms par la voie de la publicité, sans l'annonce légale de la licitation, et que l'acquéreur desdits ouvrages ne pourra les éditer et publier que sous lesdits noms et conformément à l'édition originaire de 1822;

« Condamne Lepoitevin de Legreville aux dépens, qui seront employés en frais de licitation. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'APPEL DE PARIS (ch. des mises en accusation).

Présidence de M. Lassis.

DOMESTIQUE. — SOMMES REMISES PAR LE MAÎTRE A FORFAIT POUR LA DEPENSE. — ABUS DE CONFIANCE. — FAUSSE QUALITÉ. — ESCROQUERIE.

La domestique qui, par une convention avec ses maîtres, s'engage, moyennant une somme fixe par semaine, c'est-à-dire à ses risques et périls, à fournir leur nourriture, ne possède pas, à titre de mandat, la somme qu'elle reçoit de ses maîtres, mais bien à titre de prix des fournitures qu'elle leur fait.

Elle ne peut donc être mise en prévention du crime d'abus de confiance prévu par l'article 408, § 2, du Code pénal.

Mais cette domestique doit être mise en prévention du délit d'escroquerie prévu par l'article 405 du Code pénal, lorsque, dissimulant le traité à forfait, elle s'est présentée chez divers marchands comme ayant mandat d'acheter d'eux, au nom de ses maîtres, ce qui était nécessaire pour la nourriture de ceux-ci, qu'elle a remis aux marchands, pour inscrire les fournitures, des livres portant en tête le nom de ses maîtres, et que, pour expliquer le défaut de paiement, elle a prétendu que sa maîtresse n'avait pas encore examiné les livres de ces fournisseurs.

Au mois de novembre 1831, Jeannette G... entra au service du sieur M... Outre 40 francs de gages par mois, le maître lui remettait chaque semaine, pour pourvoir à la nourriture de la maison, une somme de 98 francs, afin, a-t-il dit dans l'instruction, de ne s'inquiéter nullement des fournisseurs. Le 2 mars 1832 il la congédia.

Le 3 mars, plusieurs des marchands qui avaient fourni à la fille Jeannette les objets nécessaires à la nourriture de son maître, ayant appris son départ et n'ayant pas été intégralement payés, réclamèrent ce qui leur était dû au sieur M..., qui refusa, en déclarant que chaque semaine il avait payé à sa domestique la somme nécessaire pour sa nourriture.

Le même jour, le sieur M... fit, ainsi que plusieurs des marchands, la déclaration de ces faits au commissaire de police.

Jeannette G... arrêta et déclara que chaque semaine elle avait reçu 98 francs; qu'elle avait d'abord payé exactement les fournisseurs, mais qu'elle leur redevait 588 francs. On a saisi en sa possession plusieurs petits livres sur lesquels elle avait inscrit les dépenses de la maison; elle avait donné à quelques marchands, notamment au boucher et à l'épicier, des livres portant en tête le nom et l'adresse du sieur M..., sur lesquels ils inscrivaient les fournitures qu'ils lui livraient pour son maître et les sommes qu'ils recevaient. Le boucher a déclaré que cette fille, dans les mois de janvier et de février, lui avait dit qu'elle ne le payait pas parce que sa maîtresse n'avait pas encore examiné son livre.

Pendant l'instruction, tous les marchands à qui il était encore dû ont été payés et ont donné leur désistement.

Une ordonnance de la chambre du conseil du Tribunal de la Seine, du 24 mars 1832, a décidé qu'il n'y avait lieu à suivre contre Jeannette G..., inculpée d'abus de confiance au préjudice de ses maîtres, parce que son maître ayant reçu toutes les fournitures pour lesquelles il avait donné de l'argent, et ne pouvant être alors tenu de payer les marchands, il n'y avait de la part de cette fille aucun détournement de sommes à son préjudice, ni au préjudice de marchands, qui ensuite avaient été payés.

Le procureur de la République a formé opposition à cette ordonnance. Un mémoire a été présenté à la Cour dans l'intérêt de Jeannette.

La Cour d'appel (chambre des mises en accusation) a rendu, sur les conclusions de M. Osear de Vallée, substitut du procureur-général, l'arrêt suivant :

« La Cour,

« Considérant que l'opposition a été régulièrement faite dans le délai déterminé par la loi;

« Reçoit le procureur de la République dans son opposition;

« Considérant, en droit, que si les principes du contrat de louage régissent en général les rapports qui existent entre le maître et le domestique, les fonctions que ce dernier remplit exigent que le maître lui accorde une confiance nécessaire et forcée et le charge de divers mandats;

« Que devenu mandataire pour satisfaire aux devoirs que sa qualité lui impose, le domestique représente son maître; que les sommes qui lui sont alors confiées sont réputées être toujours dans les mains de son maître pour lequel il les possède; que si le domestique, au lieu de donner à ces sommes, conformément au mandat, un emploi qui profite à celui qui les lui a remises, vient à se les approprier et à en frustrer son maître, il les détourne alors à son préjudice, et commet le crime prévu par l'art. 408 du Code pénal, sans qu'il soit besoin d'examiner si, dans ce cas, le maître qui a reçu des fournitures est ou non passible de l'action civile des marchands non payés par le domestique;

« Considérant, en fait, qu'une double convention est intervenue entre le sieur M... et la fille Jeannette G... d'abord celle résultant du contrat de louage, par laquelle un salaire spécial avait été stipulé; puis une autre convention accessoire par laquelle le sieur M... stipule que, moyennant 98 fr. par semaine, cette fille lui fournirait la nourriture de la maison;

« Que cette convention constituait entre eux un traité à forfait par lequel la fille G... s'engageait, moyennant une somme toujours fixe par semaine, c'est-à-dire à ses risques et périls, puisqu'il pouvait y avoir chance de gain ou de perte, de fournir la nourriture du sieur M...;

« Que ce n'était donc pas à titre de mandat qu'elle possédait les sommes reçues du sieur M..., mais à titre de prix des fournitures qu'elle lui faisait;

« Qu'ainsi elle n'a pas détourné des sommes reçues de son maître à titre de mandat, ce qui ôte aux détournements commis par elle le caractère du crime prévu par l'article 408 du Code pénal;

« Mais considérant que cette fille qui, ainsi qu'on vient de le voir, avait fait avec son maître un traité à forfait pour la nourriture, dont elle s'était chargée personnellement, s'est présentée chez divers marchands, non seulement comme domestique du sieur M..., mais comme ayant mandat d'acheter chez eux, au nom de ce dernier, ce qui était nécessaire pour la nourriture; que sur les livres qu'elle remit à plusieurs d'entre eux pour y porter l'indication des marchandises qu'ils lui remettaient, elle fit inscrire en tête qu'ils concernaient les fournitures faites au sieur M...; qu'après avoir d'abord payé exactement le boucher, elle lui dit, pour expliquer le retard qu'elle mettait ensuite à le solder, « que sa maîtresse n'avait pas encore examiné les livres de ce boucher; » qu'elle se présentait à lui comme simple intermédiaire, mandataire du sieur M..., qu'elle désignait comme son mandant et débiteur envers les marchands du prix des objets qui lui étaient livrés, ce qui n'était pas vrai; qu'elle a donc pris une fausse qualité pour obtenir les marchandises qu'elle n'a pas payées; que ce fait a le caractère de l'escroquerie, prévu par l'article 405 du Code pénal; que la circonstance que, depuis la plainte, les marchands ont été désintéressés, ne détruit pas la criminalité du fait;

« Que c'est donc à tort que les premiers juges ont déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre contre la fille G... et ont ordonné sa mise en liberté;

« Annule l'ordonnance sus-énoncée;

« Déclare qu'il n'y a pas lieu à suivre sur l'inculpation du crime prévu par l'art. 408 du Code pénal;

« Et considérant que des pièces et de l'instruction résultent charges suffisantes contre Jeannette G... de s'être, en 1831 et 1832, en faisant usage de la fausse qualité de mandataire du sieur M..., fait remettre, à crédit, par divers marchands des marchandises et de leur avoir, par ce moyen, escroqué une partie de leur fortune, délit prévu par l'art. 405 du Code pénal;

« Renvoie ladite fille Jeannette G... devant le Tribunal de police correctionnelle du département de la Seine pour y être jugée conformément à la loi. »

COUR D'APPEL D'ORLÉANS (ch. correct.).

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Lainé de Sainte-Marie.

Audience du 10 mai.

LE PROPHÈTE DE MENNETOUT. — OUTRAGE A LA RELIGION CATHOLIQUE. — EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE. — INCOMPÉTENCE.

Un homme de quarante-cinq ans, rigoureusement vêtu de noir, au front dénudé, à la physionomie illuminée, et dont tout l'extérieur est celui d'un austère puritain, vient s'asseoir sur les bancs de la police correctionnelle de la Cour, sur l'appel du ministère public.

Cet homme déclare, lors de l'interrogatoire d'usage, s'appeler Hippolyte-Constant Chesneau, propriétaire, demeurant à Mennefont-sur-Cher, arrondissement de Romorantin.

Dans l'origine, le sieur Chesneau comparait devant le Tribunal correctionnel de Romorantin sous la prévention de deux délits : 1° celui d'avoir outragé ou tourné en dérision la religion catholique, dont l'établissement est légalement reconnu en France, prévu par l'article 1^{er} de la loi du 25 mars 1822, combiné avec l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1819; 2° celui d'exercice illégal de la médecine, prévu par les articles 33 et 36 de la loi du 19 ventôse an XI.

Mais le Tribunal correctionnel de Romorantin, par jugement du 19 février 1852, ayant renvoyé le prévenu sur le délit d'outrage à la religion catholique des fins de la plainte, en le condamnant simplement sur le fait d'exercice illégal de la médecine à 16 fr. d'amende, il n'y a plus lieu, par suite de l'appel du ministère public, qu'à s'occuper devant la Cour du délit d'outrage ou de dérision au regard de la religion catholique.

Toutefois, avant d'entrer dans les détails de cette étrange affaire, nous devons dire un mot de la question de compétence. On pourrait en effet ne pas s'expliquer tout de suite comment ce procès a pu être jugé par le Tribunal correctionnel de Romorantin, et comment surtout il peut, par voie d'appel, venir devant la Cour, alors que, suivant les règles ordinaires, cet appel devait être porté devant le Tribunal supérieur de Blois.

Le principe de compétence a été déterminé par un récent décret, celui du 23 février 1852.

Aux termes de ce décret, non-seulement les Tribunaux correctionnels sont compétents désormais pour connaître des délits commis par la voie de la presse, mais encore les appels de ces jugements ne peuvent plus être déférés qu'aux Cours d'appel.

D'ailleurs, aux termes d'un arrêt de la chambre des mises en accusation de la Cour d'Orléans, en date du 15 janvier 1852, le renvoi devant le Tribunal correctionnel de

Romorantin a été prononcé, de sorte que, sur la question de compétence, il ne s'agit plus que de décider si les dispositions du décret de février dernier sont applicables au cas du délit reproché au prévenu; car on remarquera qu'il n'a pas été commis par la voie de la presse, mais par un simple mode de publication, consistant dans la publicité des paroles et des faits qui lui sont imputés. Or, le décret du 23 février, qui attribue compétence aux Tribunaux correctionnels pour délits commis par la voie de la presse, est muet sur les délits consommés à l'aide de tout autre moyen de publication.

Quoi qu'il en soit pour arriver aux faits de la prévention, voici dans quelles circonstances est née la poursuite du ministère public.

Le sieur Chesneau, qui habitait Paris, est venu, il y a quelque temps, se fixer dans la commune de Mennefont-sur-Cher, avec sa femme et ses enfants. Il fuyait, a-t-il dit, le bruit et les agitations de la capitale pour se livrer dans la retraite à l'étude et à la recherche de la vérité.

Mais le calme de la vie des champs ne parait pas avoir étendu ses douces influences sur l'esprit et l'imagination du sieur Chesneau. Il l'a avoué lui-même en cette audience devant les magistrats : « J'ai été dix-sept mois sans dormir, parce que je me suis trouvé en proie à l'affreux tourment du doute. Maintenant je n'ai plus ce malheur. »

La lecture des mystiques et des philosophes les plus accrédités a évidemment jeté le trouble dans ce cœur d'ailleurs honnête et loyal. Il s'est fait une religion à lui; il a répudié toutes celles dans lesquelles il aurait pu trouver un écho à ses pensées, une réponse à ses incertitudes, un sens à ses aspirations; il est devenu prophète; il a cru à une mission spéciale; la lettre de l'Écriture et des Évangiles a eu pour lui des révélations particulières; l'esprit de prosélytisme s'est développé; le rayonnement de la nouvelle doctrine s'est fait dans sa famille d'abord, autour de lui ensuite et parmi les gens simples et superstitieux des campagnes voisines.

Au moment où l'autorité avertie s'est émue de ces faits, le concours vers la demeure du nouvel inspiré était tel, qu'on évaluait au moins à dix mille personnes le nombre de celles qui allaient entendre ses lectures et ses explications de la Bible, et chercher la guérison de leurs maladies ou infirmités.

Voici à cet égard quelques détails qui ne manquent pas d'intérêt. Nous regrettons seulement de n'avoir pu les saisir que dans une procédure décolorée, et de n'avoir pu les entendre de la bouche même des témoins qui n'ont pas comparu devant la Cour. Leur physionomie naïve eût reflété quelques unes des impressions que ces choses étranges ont dû exciter dans leurs esprits et dans leurs cœurs.

Le sieur Chesneau, aidé de sa femme qui partage ses idées et qui a même comparu avec lui devant le Tribunal correctionnel de Romorantin, où elle a été également condamnée à 16 fr. d'amende pour exercice illégal de la médecine, le sieur Chesneau recevait dans sa demeure, deux fois par semaine, tous les affligés, tous les souffrants, au nombre de cent, deux cents et quelquefois trois cents personnes.

Le sieur Chesneau se chargeait des remèdes et onctions à faire aux hommes; sa femme pratiquait les mêmes opérations à l'égard des personnes de son sexe. Tout ce monde était au préalable rangé dans un vaste appartement; chacun se touchait, soit par la main, soit par les vêtements, les hommes par la blouse, les femmes par le tablier.

Le sieur Chesneau, debout devant une table, commençait par bénir l'huile destinée aux onctions, contenue dans des fioles apportées par ceux qui espéraient guérir, puis il faisait lecture de la Bible et des Évangiles, mais en appelant les évangélistes tout simplement par leurs noms : Mathieu, Marc, Luc et Jean, car il ne reconnaît à personne le droit de recevoir la qualification de saint, pas même à la Vierge Marie, qui n'est que pure et vénérable.

Il expliquait à ses auditeurs sa religion qui est la religion paternelle et patriarcale.

Il admet Dieu le père, le Fils et le Saint-Esprit, mais il rejette tout ce qui est de la religion catholique.

Ses enfants ne sont point baptisés; quant à son mariage, il nous en a donné, dit un témoin, une explication si originale que je n'ai pu la comprendre.

Il va sans dire que l'abstinence et les jeûnes de l'Église sont complètement rejetés; quant à la confession, il est complètement inutile que les femmes aillent trouver les prêtres, attendu qu'elles peuvent se confesser chez elles et à elles-mêmes.

Il y a, ajoutait-il, trois cent mille prêtres en France; s'ils se mariaient, il y aurait trois cent mille filles de moins, absence complète de bâtards, ou à peu près, ainsi que de prostitution.

Après les commentaires ou prédications, était célébrée, disent les témoins, une espèce de messe.

Le sieur Chesneau étendait la main sur le pain et le vin en disant : « Ceci est mon corps, ceci est mon sang, » c'est-à-dire en répétant les paroles du mystère eucharistique et de la consécration par le prêtre.

Il était défendu de faire le signe de la croix, mais on était invité à prier Dieu le père.

Vers la fin de la cérémonie, de l'eau du Cher était apportée dans un arrosoir. Chesneau soufflait sur cette eau pour lui communiquer la vertu curative, car il est dit dans l'Écriture qu'on peut guérir par la prière.

Enfin, toutes choses étant prêtes, commençaient les frictions. Ainsi que nous l'avons dit, le sieur Chesneau se chargeait des hommes; dans une pièce voisine, les personnes du sexe féminin étaient abandonnées à sa femme. Tous ces soins étaient gratuits de la part des deux époux.

Du reste, les moyens curatifs étaient simples. On employait l'huile bénite pour les frictions, le pain et le vin étaient distribués en communion aux assistants. La vertu de Dieu devait opérer en eux.

L'une des femmes emporta un jour la fiole d'huile bénite pour continuer les onctions. « Mais cela, ajouta-t-elle, ne me faisant rien, j'ai mangé le reste en salade. »

Quelquesfois, mais rarement, des balles de plomb d'un assez gros calibre étaient ajoutées à ces moyens très simples et très innocents de guérison. On les avalait dans de l'eau bénite, et ce remède était appelé le bain de plomb.

Tel est le résumé succinct, mais complet, de la procédure écrite, dont le rapport a été fait par M. le conseiller Freimont.

Pour être exact autant que possible, nous devons dire que quarante-trois témoins à décharge ont été entendus devant le Tribunal correctionnel de Romorantin. Ils attestent que plus de cent personnes ont été guéries par le sieur Chesneau et par sa femme, de sorte que celui-ci, dans son interrogatoire devant la Cour, a pu dire avec une certaine raison : « J'ai guéri par la prière; je crois en avoir le droit. Depuis le Christ jusqu'à nos jours, je ne pense pas qu'il se soit passé des choses plus merveilleuses que chez moi avec l'aide de ma compagnie. »

Cet interrogatoire du sieur Chesneau devant la Cour a eu du reste ce caractère particulier, qu'à toutes les questions de M. le président il répondait par un passage des Écritures trouvé à l'instant même dans une Bible, dont l'immense volume était entre ses mains.

La jeune fille du sieur Chesneau, âgée de cinq ans, présente à l'audience, venait de temps en temps apporter à son père de nouveaux passages tirés des nombreux écrits

de cet étrange illuminé, et notamment de son livre intitulé : *Troisième et dernière alliance*, avec un frontispice et autres emblèmes de sa pensée secrète.

Ceux de nos lecteurs qui voudront savoir quelque chose de plus sur le sieur Chesneau pourront se reporter au numéro d'octobre 1842 des *Gazettes* d'Alphonse Karr. On verra comment le spirituel écrivain, qui connaissait M. Chesneau et sa doctrine, définissait l'homme et les progrès de son esprit. Il est vrai que M. Chesneau a répondu à Alphonse Karr.

M. Grefier, substitut du procureur général, a conclu à la confirmation du jugement de Romorantin, c'est-à-dire à l'amende sur le fait du délit d'exercice illégal de la médecine, et à l'acquiescement du prévenu sur le délit d'outrage et de dérision envers la religion catholique.

La défense a été présentée par M. Lafontaine, qui a conclu à la confirmation du jugement de Romorantin, c'est-à-dire à l'amende sur le fait du délit d'exercice illégal de la médecine, et à l'acquiescement du prévenu sur le délit d'outrage et de dérision envers la religion catholique.

La Cour, après une courte délibération, est revenue avec un arrêt dans lequel elle se déclare incompétente, attendu que le décret de février 1852 n'attribue compétence aux Tribunaux correctionnels que pour les délits commis par la voie de la presse, sans viser les autres modes de publication, et a laissé en conséquence le ministère public à se pourvoir ainsi qu'il aviserait.

Pendant toute la durée du délibéré, le sieur Chesneau, armé de sa Bible, n'a pas cessé un instant d'y rechercher de nouveaux passages, dont l'arrêt, par voie de conséquence, le délaissa aussi à se servir plus tard.

COUR D'ASSISES DU BAS-RHIN.

Présidence de M. Mégard.

Audience du 1^{er} avril.

ASSOCIATION DE MALFAITEURS.

Onze accusés viennent s'asseoir sur le banc de la Cour d'assises. Ce sont les nommés :

1^o Jean-Hubert Gosserelle, âgé de 32 ans, maçon et cabaretier, né et demeurant à Haguenau. — Défenseur, M. Hervé;

2^o François-Antoine Latt, âgé de 56 ans, journalier, né à Auenheim, demeurant à Schweighausen. — Défenseur, M. Ducque;

3^o Elisabeth Becker, âgée de 29 ans, femme en secondes noces de François-Antoine Latt, née et demeurant à Schweighausen. — Même défenseur;

4^o Jean Latt, âgé de 25 ans, cordonnier; né à Haguenau, demeurant à Schweighausen. — Défenseur, M. Liechtenberger fils;

5^o Charles Latt, dit Aloïse, âgé de 18 ans, cordonnier, né à Niederschafolsheim, demeurant à Schweighausen. — Même défenseur;

6^o Louis-Auguste Latt, âgé de 17 ans, cordonnier, né à Niederschafolsheim, demeurant à Schweighausen. — Même défenseur;

7^o Xavier Marx, dit le Hussard, âgé de 32 ans, sans profession, né et demeurant à Schweighausen. — Défenseur, M. Schützenberger fils;

8^o Joseph Belzinger, dit le vannier boiteux, âgé de 20 ans, né à Dangolsheim, demeurant à Schweighausen. — Défenseur, M. Culmann;

9^o George Koch, âgé de 50 ans, sans profession, né et demeurant à Schweighausen. — Défenseur, M. Michaux-Bellaire fils;

10^o Pierre Koch, âgé de 27 ans, journalier, né et demeurant à Schweighausen. — Défenseur, M. Michaux-Bellaire fils;

11^o Joseph Koch, âgé de 20 ans, journalier, né et demeurant à Schweighausen. — Défenseur, M. Lallemand.

Voici, d'après l'acte d'accusation, les faits de ce procès : « Dans l'été de l'année 1851, les frères Louis et Elie Heymann, de Haguenau, s'étaient associés pour faire le commerce de houblons. Ils avaient fait des achats considérables de cette denrée, notamment dans la commune de Schweighausen, où ils en avaient acquis pour plus de 160,000 fr. En attendant l'expédition, la marchandise était déposée dans un magasin loué à cet effet à Schweighausen; c'était une ancienne filature inhabitée, sise à l'extrémité du village, donnant d'un côté sur la route, de l'autre sur les champs.

« Au commencement d'octobre dernier, plusieurs soustractions de houblons furent commises dans ce magasin. On prit des précautions, on organisa une surveillance active, mais on ne put parvenir à découvrir les voleurs.

« Cependant on apprit que Jean-Hubert Gosserelle, cabaretier et maçon à Haguenau, avait vendu des quantités considérables de houblon, lui qui n'était ni planteur, ni commerçant. On sut, en outre, que le houblon par lui vendu était introduit nuitamment dans sa demeure par les membres de la famille Latt, dont la réputation était assez équivoque, et qui, elle aussi, ne cultivait pas de terres et manquait absolument des ressources nécessaires pour faire le commerce. On avait vu très souvent Latt père, tantôt seul, tantôt accompagné de son fils Jean, circuler sur la route de Schweighausen à Haguenau, presque toujours de nuit ou de grand matin; ils étaient porteurs de paniers ou de sacs, quelquefois même ils poussaient une brouette.

« Interrogé sur ces faits, Gosserelle répondit par des dénégations absolues; il avoua bien avoir vendu du houblon, mais les quantités par lui vendues étaient, disait-il, très minimes, et provenaient, selon lui, de quelques acquisitions accidentelles faites auprès de cultivateurs qui s'étaient présentés dans son cabaret. On fut bientôt convaincu que Gosserelle en avait imposé à la justice, car, d'une part, il ne put indiquer les noms et demeures des cultivateurs avec lesquels il avait conclu des marchés, et, d'autre part, l'information démontra que, dans l'espace d'un mois, il avait vendu 387 kilog. de houblons pour lesquels il avait touché 1,814 fr. Du reste, les affaires de Gosserelle avaient depuis quelque temps visiblement prospéré. Il vivait dans l'aisance, monta un mobilier élégant et acheta même un jour quelques parcelles de terre pour la somme de 286 fr. payés comptant.

« Gosserelle, Latt père et ses fils avaient été arrêtés, l'information était achevée, et la procédure allait être soumise à la chambre du conseil, lorsqu'un événement imprévu vint rattacher d'autres coupables aux voleurs de houblons.

« Le 22 novembre, Elisabeth Becker, femme Latt, s'était rendue à Strasbourg pour aller voir son mari, détenu dans la maison d'arrêt. Avant son départ, elle avait confié la garde de son habitation à l'accusé Joseph Koch qui, pour ne pas rester seul, s'adjoignit Xavier Marx, dit le Hussard. Ces deux individus se trouvaient réunis dans la chambre de la femme Latt, lorsque leur vint l'idée d'ouvrir une armoire fermée à clé, afin de vérifier si elle ne renfermait pas d'argent. Le fer d'un rouet leur servit à fabriquer une espèce de passe-partout à l'aide duquel ils brichèrent l'armoire, dans laquelle ils découvrirent une somme de 415 fr. A la vue de cet argent, Koch ne put retenir un cri de joie : « Voilà une forte somme, dit-il, je dois y avoir ma part, car elle provient du houblon volé, au transport duquel j'ai participé. »

« On procéda au partage. Xavier Marx reçut 60 fr., Joseph Koch s'en adjugea 40. Le reste de l'argent fut remplacé dans l'armoire, et celle-ci fut refermée à l'aide du crochet qui avait servi à l'ouvrir.

« La femme Latt, de retour de son voyage à Strasbourg,

ne tarda pas à découvrir la soustraction dont elle avait été victime; elle porta plainte, et Xavier Marx, ainsi que Joseph Koch, furent arrêtés à leur tour. Interrogés successivement, ils avouèrent le vol qui leur était imputé. Marx soutint que Koch en avait été l'instigateur; celui-ci, au contraire, assura que l'initiative en appartenait à son co-contraire. De plus, Marx, dans son interrogatoire, apprit à prévenu. De plus, Marx, dans son interrogatoire, apprit à prévenu. De plus, Marx, dans son interrogatoire, apprit à prévenu.

Ces révélations de Xavier Marx furent confirmées par les productions de la nouvelle procédure, qui établit que Latt et ses fils, les frères Koch et Betzinger avaient formé entre eux une association pour les vols de houblons, qui étaient expédiés ensuite à Gosselle, chargé de les vendre. Cette coupable industrie était pratiquée par eux sur une vaste échelle, car, à en croire quelques données de l'instruction, Jean Latt aurait participé à onze vols commis dans les magasins des frères Heymann; Charles et Louis-Auguste Latt y étaient allés douze fois, Joseph Koch et Betzinger onze fois, Georges Koch deux fois et Pierre Koch une fois.

La femme Latt fut signalée à son tour comme touchant habituellement l'argent provenant des ventes opérées par Gosselle: de plus elle rétribuait, suivant sa coopération, chacun de ceux qui avaient pris part aux vols. Elle fut également arrêtée.

Tel est, abstraction faite de nombreux détails, l'ensemble des faits qui ont conduit les onze accusés devant les assises, sous la double accusation de vols et d'association de malfaiteurs.

Les débats, durant lesquels trente-cinq témoins à charge et six à décharge ont été entendus, ont confirmé le récit qui vient d'être présenté.

Quelques péripéties bizarres ont cependant signalé l'audience. En effet, Gosselle, accablé par les charges qui pesaient sur lui, s'est décidé à faire des aveux tardifs et forcés; mais il a demandé à ne les faire que hors la présence de ses co-accusés. M. le président ayant fait droit à sa demande et ayant fait écarter du débat les autres prévenus, Gosselle a enfin avoué qu'il tenait les houblons de la famille Latt; mais il a ajouté qu'il les avait reçus à titre de houblon de contrebande, et qu'il était loin d'en soupçonner leur origine criminelle. A cet égard, il a reçu un démenti formel par l'accusation, qui n'a pas eu de peine à établir que les précautions dont cet accusé s'était entouré, les versions différentes qu'il présentait sur l'origine des houblons vendus, prouvaient qu'il n'en connaissait que trop la source impure.

Les coaccusés de Gosselle ayant été rappelés à l'audience, et ayant eu connaissance de ces révélations, qu'ils appellent une trahison, Jean Latt a demandé à son tour à faire connaître la vérité. « C'est moi et mon frère, a-t-il dit, qui avons commis les vols, mais nous n'avons agi que sous l'influence et l'instigation de Gosselle. » Enfin, Marx et Joseph Koch se sont accusés mutuellement du vol d'argent commis chez la femme Latt, et leurs récriminations réciproques ont plus d'une fois excité l'hilarité de l'auditoire.

Les débats terminés, le jury s'est retiré dans la chambre des délibérations pour répondre aux trente-cinq questions qui lui avaient été posées; il en est revenu au bout d'une heure et demie et a fait connaître son verdict. La femme Latt et le jeune Louis-Auguste Latt ont été acquittés; ensuite la Cour a rendu un arrêt, par lequel elle a condamné Gosselle à cinq ans de prison, Latt père à deux ans, Jean Latt à cinq ans, Charles Latt à trois ans, Xavier Marx à deux ans, Betzinger à deux ans, Georges Koch à deux ans, Pierre Koch à deux ans et Joseph Koch à trois ans. Ils ont été condamnés, en outre, solidairement aux dépens, pour le paiement desquels la durée de la contrainte par corps a été fixée à un an.

L'audience a été levée à deux heures du matin.

CHRONIQUE PARIS, 11 MAI.

On se rappelle qu'après les événements de décembre des mesures administratives ont été prises pour purger la capitale de tous les hommes dangereux pour la sûreté publique. Un individu en rupture de ban, le sieur Rousselle, dont le séjour à Paris avait été toléré, reçut l'ordre de retourner au lieu de sa résidence. Rousselle n'ayant pas obéi à cet ordre et ayant échappé à la police, à l'aide d'une fausse adresse, il fut recherché et découvert place Beauveau-Saint-Antoine, 5. Perquisition faite à son domicile, on y trouva: un écrou de force et sa clé, pour écarter les barreaux des fenêtres, des fausses clés achevées et non achevées, des crochets, des ciseaux à froid, un établi garni d'étaux, des tranchets, des limes de toutes formes, une vieille lame disposée en scie, un marteau, une enclume, des pierres à repasser, des creusets, du zinc, du cuivre, une canne en nerf de bœuf, en un mot, tout l'arsenal d'un voleur de profession. Interrogé sur la présence de ces objets dans son domicile, Rousselle déclara qu'ils appartenaient à un nommé Ménager qu'il avait connu au bagne de Brest, d'où il s'est évadé en février 1848.

Ménager, qui avait tenu, quelque temps avant cette décaration, une boutique de fruitier rue Rambuteau, 45, y fut cherché, et ne tarda pas à être arrêté; on trouva sur lui un trousseau de fausses clés. Il a comparu aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel sous prévention de vol. Rousselle a été traduit pour rupture de ban. Ménager, condamné d'abord à dix jours de prison pour vol, puis à deux ans et cinq ans de surveillance pour même délit, fut condamné à vingt ans de travaux forcés pour tentative d'assassinat sur un gardien du pénitencier où il subissait sa peine; conduit à Brest, il s'évada trois fois, et fut à chaque évasion condamné à une prolongation de peine de trois ans.

C'est dans cette situation, peu intéressante, qu'il se présente devant le Tribunal. A l'en croire cependant, il est digne de tout l'intérêt des magistrats. « Oui, Messieurs, s'écrie-t-il, je me suis évadé du bagne à la révolution de février, qui avait rendu leurs droits aux citoyens, dans la pensée de vivre en honnête homme dans ma patrie; c'est vrai que le droit au travail n'ayant pas été compris de la France, peu démocratisée, je me suis livré à des indications à l'aide de fausses clés ou dans les poches, suivant la facilité, mais pas dans ma patrie; oh! non, mais en Belgique; oui, Messieurs, en Belgique, j'ai eu le bonheur de trouver dans la poche d'un Monsieur qui s'embarquait sur l'Escaut un portefeuille contenant 3,000 francs en billets de banque; alors, Messieurs, je suis revenu dans ma patrie, résolu à vivre en honnête homme avec mes 3,000 fr. J'ai fait connaissance d'une brave et honnête femme; je ne l'ai pas épousée, mais j'ai associé son sort au mien dans une boutique de fruitier-rôtisseur, marchand de vins, traiteur et des quatre saisons. Oui, Messieurs, un commerce de 2,500 à 2,600 francs par mois, Monsieur, que nous avons tombé malades, moi et mon associé; que les gens qui ont conduit notre boutique nous ont rendu des comptes infidèles. Il y a des gens, Monsieur, si peu délicats, oh! oui.

M. le président: Cessez toute cette comédie, elle vous sied fort peu.

Le prévenu: Je fais de mon mieux, ne sachant pas m'exprimer comme un orateur pour vous montrer, Messieurs, qu'on ne peut pas me reprocher un cheveu de la tête.

M. le président: Le vol de 3,000 fr. est de 1850; mais depuis 1848 qu'avez-vous fait?

Le prévenu: J'ai gagné honnêtement ma vie aux ateliers nationaux.

M. le président: Les ateliers nationaux n'ont pas duré deux ans.

Le prévenu: Oh non; alors après j'ai vécu comme j'ai pu, mais pas dans ma patrie; oh! jamais!

M. le président: Rousselle affirme que les objets trouvés chez lui vous appartenaient.

Le prévenu: Rousselle est un misérable, c'est lui qui m'a fait quitter la bonne voie, qui m'a retiré du vrai chemin droit de la vertu, pour me faire entrer dans celle de l'indécence et des mauvais procédés.

Rousselle: As-tu fini avec ta vertu! Messieurs, n'écoutez pas ce cafard-là; voyez-vous, je l'ai dénoncé, parce que j'étais rentré dans le sentier de la probité et du devoir, et que M. Canier m'avait autorisé à séjourner à Paris, où j'avais un établissement et que j'avais promis d'aider la police à pincer un tas de filous que j'ai connus dans les prisons et qui sont bien dangereux à Paris, allez, messieurs!

Ménager: Oh! oh!

Rousselle: T'as pas volé une montre à un monsieur, contre la porte Saint-Denis?

Le prévenu Ménager: C'est vrai que j'ai trouvé cette montre dans la poche d'un monsieur, c'est une faiblesse d'un moment d'égarément; mais lui, Messieurs, je l'ai trouvé sur le quel, il m'a reconnu, il m'a emmené pour me faire voir qu'il fabriquait des carroubles (fausses clés), qu'il m'a demandé de nous associer; je ne voulais pas; mais il savait que j'étais évadé, j'avais peur d'être dénoncé par lui. Pendant dix jours, Messieurs, nous avons cherché des endroits pour voler; tous les objets qu'on a trouvés chez lui, il est venu les déterrer avec moi dans un terrain de la barrière de l'Étoile. Messieurs, il fait les carroubles comme il n'y a pas. S'il a été fidèle à la société, comme il le dit, pourquoi ne m'a-t-il dénoncé que quand on l'a arrêté? qu'un jour il y avait derrière nous des rousses à l'arnache (des agents en bourgeois), il pouvait me faire prendre.

Oh! quoique ma position est sans confiance pour le Tribunal, je dis que c'est Rousselle qui m'a corrompu; car, Messieurs, le bien me venait au cœur et le mal s'en allait. Aucune serrure ne lui résistait, Messieurs; c'est un homme dangereux pour la société; toute la capitale m'a vu vendre mes légumes, pas plus lâche pour travailler que pour briser mes fers; car on vous dirait, Messieurs: Ménager a le cœur d'un honnête homme et non d'un forçat; il n'y a que la crainte du sieur Rousselle qui m'a perdu.

Rousselle: Amen! en voilà une craque de longueur! je n'écoute ce qu'a dit monsieur, que ses antécédents rendent peu croyable; je n'ai pas obéi à l'ordre de partir, parce que j'avais des affaires de famille à terminer, et je n'ai pas dénoncé monsieur plus tôt, parce que je voulais attendre le bon moment; voilà, et je le dis hautement ici; monsieur est un chevalier d'industrie, et je suis rentré dans le sentier de la probité et du devoir.

Le Tribunal a cru devoir retirer ces deux honnêtes gens de ce qu'ils appellent le sentier de la probité et le chemin de la vertu; il a condamné Ménager à 5 ans de prison pour vol; et Rousselle à 2 ans pour rupture de ban, les vols n'ayant pas été établis à son égard.

Pignon est appelé à s'expliquer sur des voies de fait à propos desquelles il a porté plainte contre Sterbach; il commence une élegie déchirante sur le thème du Chien fidèle.

M. le président: Il ne s'agit pas de votre chien, mais bien des coups que vous avez reçus de Sterbach.

Pignon: Mon pauvre chien ne me quittait jamais.

Sterbach: Il tient... (Le prévenu fait en riant le geste de tourner la manivelle d'un orgue.)

M. le président, au prévenu: Je vous engage à être convenable et à ne pas rire; tenez sérieux ici, et votre position est plus grave que vous ne semblez le croire; vous avez horriblement maltraité le sieur Pignon.

Le prévenu: Vous ne pouvez pas vous figurer, Messieurs, ce que c'est que mon métier. Je suis employé par M. Beauvillain, qui a monté une entreprise par actions, pour ramasser les chiens perdus, afin d'en avoir la peau qui sert à faire des chapeaux de castor; alors, naturellement, tous les chiens que je vois qui n'ont pas de maître, crac, je les mets dans le sac; ce qui fait que je suis obligé de me cacher comme une bête féroce, vu qu'aussitôt qu'il y a un chien d'égarance, tout de suite: Ah! c'est Sterbach qui l'a nettoyé! Vous ne vous figurez pas, Messieurs, ce que j'ai reçu de piles, avec ce satané métier de chien, c'est le cas de le dire; et notez que les trois quarts des chiens perdus, on me les mets sur le dos, et que pour changer, j'en leur ai pas oté un cheveu de la tête.

Pignon: C'était le mien, je l'ai vu dans votre sac; j'ai reconnu sa queue.

Sterbach: Il y a plus d'une queue qui se ressemble.

Pignon: Je vous dis que c'était la sienne.

M. le président, au prévenu: Enfin, expliquez-vous en deux mots.

Le prévenu: Voilà, en deux mots: Comme je vous dis, mon père et moi, nous ramassons les chiens qui n'ont ni feu ni lieu. Moi avant, j'étais boutonier, mais le bouton n'allant pas, voilà. Si bien que j'avais plusieurs sacs pleins de chiens, et que j'allais pour entrer en la fourrière, quand je vois venir M. Pignon, qui me fait un œil blanc de travers et qui me demande ce que j'ai dans mon sac. Je lui réponds que ça ne le regarde pas. Alors il m'appelle étrangleur de chiens, et il m'arrache mon sac pour regarder dedans; moi, je veux le lui rarracher, alors il m'allonge un coup de manche de fouet sur la figure.

Pignon: Pas vrai!

Le prévenu: J'ai des témoins; ça c'est parce que monsieur a perdu son chien et qu'il ressemble à tout le monde; c'est moi qui lui ai tué son chien.

Pignon: Vous convenez que c'est votre métier.

Le prévenu: Les chiens sans aveu ni domicile, mais pas le vôtre.

Pignon: Je vous dis que j'ai reconnu sa queue.

Le prévenu: C'est éraugant, un entêtement comme ça; si j'avais su ça, j'aurais fait embaumer le chien par le procédé Canal, et je l'aurais apporté au Tribunal pour vous confondre que c'est pas le vôtre; si bien que son camarade à monsieur a tombé sur moi, que je m'ai rebiffé d'en voir deux contre moi et que j'ai tapé à tort à travers.

M. le président: C'est cela, et même sur les agents.

Le prévenu: Je ne les voyais pas.

M. le président: Vous les frappiez sans les voir, comme vous aviez frappé, quelque temps avant, deux grenadiers, fait pour lequel vous avez été condamné à un mois de prison.

Le prévenu: Ceux-là, je les avais vus, mais ils m'avaient cherché querelle, je me rappelle ça parfaitement, même que ce jour-là j'étais sorti de Mazas, où j'avais été pour batteri; des gens qui m'avaient commencé à me frapper et que je m'étais défendu!

M. le président: Vous êtes toujours la victime; tout

le monde vous attaque.

Les chiens sans domicile vont avoir une trêve; Sterbach a été condamné à deux mois de prison.

— COLONIES FRANÇAISES (Martinique). — UN CRIME SAUVAGE. — Sous ce titre, on lit dans la France d'Outre-Mer, journal de la Martinique:

« A l'extrémité du Macouba, du côté de Saint-Pierre (Martinique), il existe une vaste localité qui s'étend des flots de la mer aux gorges les plus profondes de la montagne Pelée, mais divisée en deux paysages d'une physiologie toute différente, la première comprenant tout le tableau que le regard peut embrasser du rivage, l'autre noyée dans un des plus gigantesques de la montagne et formant comme une de ses dépendances. Ce lieu s'appelle la Grande-Rivière.

« La première moitié de cette dépendance du Macouba forme en partie l'habitation de M. le baron de Courcy; la plaine est verte et riante, semée de cours d'eau qui la coupent de distance en distance; un petit village, dominé par une belle chapelle, est couché sur le sable de la mer. L'autre moitié, au contraire, est un lieusombre, montueux, haché et couvert d'un bois d'un feuillage bas et lugubre. Autrefois, c'était un refuge de marrons; aujourd'hui ces retraites inaccessibles ne sont troublées que par les pieds du chasseur ou la hache du bûcheron.

« Il y a quelques années, trois ou quatre ans, nous assure-t-on, un cultivateur de la plaine, du nom de Benoit, eut besoin d'une courbe pour achever la construction de sa case, et se décida à aller choisir lui-même dans le bois de la Grande-Rivière. Il se mit en route dans le milieu du jour. Déjà il avait marqué l'arbre qu'il cherchait d'un signe qui devait plus tard lui servir à le reconnaître, et s'apprêtait à descendre, quand soudain son attention fut attirée par la vue d'un ajoupa qui l'aperçut au fond d'une clairière et par des cris qui semblaient s'en échapper.

« Instinctivement, Benoit se dirigea de ce côté; mais, arrivé en face de l'ajoupa, quel fut son étonnement... son horreur... son épouvante!... Au fond de l'unique pièce de cette maison de bois, trois hommes et une femme étaient assis par terre circulairement et prenaient part à un repas qui n'était interrompu de temps à autre que par des mots sans suite et des exclamations bizarres que ne pouvait comprendre celui qui assistait à cette étrange scène.

« Mais ce qui arrivait parfaitement à ses sens par le regard et le glaçait ainsi de terreur, c'est que les mets servais devant les quatre mystérieux et sombres convives avaient la forme humaine; c'étaient des pieds, des mains, des entrailles, une tête d'enfant. Dans un coin de la pièce, on voyait d'ailleurs les instruments sanglants qui avaient servi soit au sacrifice, soit à préparer l'horrible festin; plus loin des restes mutilés de cadavres ne laissaient plus aucun doute à l'esprit épouvanté.

« A ce spectacle, on jugera aisément de l'effroi du malheureux bûcheron. Fuir fut sa première pensée; mais il n'en était plus temps... Un cri d'horreur, parti du fond de ses entrailles, avait révélé sa présence. En un instant il fut entouré, saisi, et il reconnaissait dans les quatre convives de ce banquet, digne de Lycaon, Judith, de l'habitation de Chavigny; Désir et Aucame, de l'habitation Chambrelent, et Quéodor, de l'habitation Brière de Breteville, tous les quatre Africains ou descendants d'Africains.

« Judith semblait la reine de ce sabbat en plein jour: c'est elle qui commandait, ordonnait; c'est par ses ordres que tout se faisait. Elle paraissait, en un mot, exercer un empire absolu sur les trois hommes qui l'entouraient. Un moment l'affreuse goule agita l'idée de sacrifier Benoit à l'intérêt général et pour que le secret qu'il venait de surprendre mourût avec lui; mais, c'était assurément que le hasard seul l'avait conduit dans cette partie de la forêt, elle consentit à lui faire grâce de la vie, mais à la condition qu'il s'assiérait à leurs côtés et prendrait sa part de l'horrible festin. Il n'était plus dès lors un révélateur, il devenait un complice.

« Le malheureux cultivateur, bien qu'il fût anéanti de terreur, ne balança pas à préférer la mort à cette complication d'un sacrilège qui pouvait le perdre dans ce monde et dans l'autre: il refusa.

« Tout ce qu'on put arracher de lui, ce fut un serment solennel sur le cadavre mutilé de l'enfant, sur les restes fumants de ce repas de cannibales, qu'il garderait le silence, un éternel silence. Et comme le jour baissait, Judith donna le signal du départ. On fit disparaître jusqu'aux derniers vestiges du crime et du sacrilège, et chacun se mit en route.

« Mais la Providence a des voies mystérieuses à elle seules connues, et c'est par une de ces voies que le châtiement devait arriver à l'heure fixée par ses impénétrables décrets. Tout récemment, une querelle s'est élevée entre les diverses personnes qui ont joué un rôle dans le drame hideux que nous venons de raconter, et les reproches renvoyés de part et d'autre, durant cette querelle, ont remué assez profondément le sentiment public pour que l'intervention de la justice devint nécessaire.

« Tout ce que nous pouvons dire dès à présent, c'est que deux des acteurs principaux de la scène du bois, Désir et Aucame, sont morts et ont déjà été jugés par Dieu, c'est que Judith et Quéodor ont été mis en état d'arrestation, et enfin que Benoit, corrigé de ses frayeurs, éclairé, instruit par la religion, dont il est devenu un fervent disciple, est un témoin sur lequel on peut désormais compter. Judith elle-même se serait depuis mariée et aurait approché des sacrements.

« On ajoute enfin que son complice Quéodor, arrêté en même temps qu'elle, aurait demandé comme une grâce de n'être point attaché avec cette scélérate... On ajoute enfin que la découverte du crime imputé à ces prévenus aurait amené des révélations se rattachant à des mortalités inexplicables d'enfants sur l'habitation de M. Chambrelent. »

DÉPARTEMENTS.

EURE (Evreux). — On sait que les membres du Tribunal de commerce d'Evreux ayant refusé de prêter le serment prescrit par la Constitution, des ordres furent transmis par M. le procureur-général près la Cour de Rouen au procureur de la République d'Evreux, afin qu'il fût procédé contre les membres du Tribunal si, étant par refus de serment réputés démissionnaires, ils continuaient à rendre la justice.

Le jour ordinaire de l'audience, le Tribunal, ayant à sa tête M. Verney, président, se réunit et prit séance; puis, après avoir donné lecture de la lettre que lui avait adressée le procureur de la République, M. Verney annonça que l'audience ne serait pas tenue. Un commissaire de police et deux gendarmes firent évacuer la salle.

Le même jour, M. Verney adressa au procureur de la République une lettre qu'il fit publier dans le Journal de Rouen.

Le ministère public ayant vu dans la publication de cette lettre le délit d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement, M. Verney a été traduit devant le Tribunal correctionnel d'Evreux.

Cette affaire, dans laquelle se débattait un délit de presse dans des circonstances tout à fait exceptionnelles, avait attiré un nombreux concours de curieux.

M. Legentil, procureur de la République, a soutenu la prévention, qui a été combattue par M^e de Chalenge. Le Tribunal a rendu le jugement suivant:

« Attendu que l'art. 4 de la loi du 10 août 1848, en même temps qu'il punissait l'excitation à la haine et au mépris du gouvernement de la République, réserve expressément le droit de discussion et de censure des actes du pouvoir exécutif et de ses ministres;

« Que ce droit de discussion et de censure s'étend incontestablement aux actes des fonctionnaires et agents de l'autorité publique, si haut qu'ils soient placés;

« Que ces mots: « le gouvernement de la République, ne s'appliquent qu'à l'ensemble des institutions républicaines, qu'à l'ensemble de toutes les forces vives qui forment le gouvernement de la République.

« Que cela est si vrai, que les attaques même contre les droits et l'autorité que le président de la République tient de la Constitution, les offenses faites à sa personne sont frappées d'une autre pénalité.

« Or, attendu que les termes incriminés de la lettre de Verney ne sont pas dirigés contre le gouvernement de la République, ne le sont même pas contre l'article 14 de la Constitution qui prescrit la prestation de serment; ne le sont pas contre le décret qui déclare démissionnaires les fonctionnaires qui refusent le serment, mais contre un acte du procureur-général, agissant comme procureur-général; acte que cette lettre représente comme le résultat d'une interprétation erronée de la loi, comme arbitraire et illégal, comme contraire à l'art. 197 du Code pénal qui ne ferait cesser les fonctions des fonctionnaires éligibles qu'après leur remplacement;

« Attendu que cette lettre contient évidemment une critique et une censure passionnée de l'opinion du procureur-général, de l'ordre qui est émané de ce haut fonctionnaire, et, pour ainsi dire, une protestation contre l'exécution de cet ordre; mais que, si cette lettre peut être blâmée, et pour la forme, et pour le fond, à cause de la publicité qui lui aurait été donnée dans un but regrettable, cependant elle n'est atteinte par aucune disposition pénale;

« Par ces motifs,

« Le Tribunal dit à tort l'action du ministère public et renvoie Verney de cette action sans dépens. »

LOR (Cahors), 4 mai. — Un drame épouvantable vient de se passer à Figeac. Un habitant de cette ville, après avoir consommé sa fortune dans des spéculations malheureuses, le sieur L..., s'était placé comme conducteur de la diligence de Figeac à Limogne, et soutenait sa maison à l'aide de ce petit emploi.

Ce conducteur était marié à une femme de mœurs un peu légères, selon la chronique, et lui-même s'était aperçu des relations par trop intimes qu'elle avait nouées avec le sieur V..., cordonnier. De la part du mari, qui d'ailleurs disait assez haut son infortune, les avertissements n'ont manqué ni à l'épouse adultère ni au sieur V.... Ni l'un ni l'autre n'en tenaient compte.

Un soir, le conducteur, résolu de les surprendre, après avoir conduit sa voiture à une petite distance, afin de laisser croire au départ, pria les voyageurs d'avoir un peu de patience, les quittant pour aller chercher chez lui une chose très importante, indispensable. Il était minuit, la distance qui le sépare de la maison conjugale est bientôt franchie. A l'aide d'un marteau, une légère pesée pratiquée sur un contrevent disposé d'avance à faire peu de résistance lui donne passage. Il se précipite au milieu de la chambre et se trouve en présence des deux coupables.

Dans sa juste colère, le mari frappe à la tête le sieur V... du marteau qu'il tenait à la main. Celui-ci, quoique étourdi du coup, parvient à saisir le mari à bras le corps afin de l'empêcher de se servir encore de l'arme terrible. Dans cette lutte, le conducteur met par hasard la main sur un couteau, s'en saisit et en frappe son antagoniste qui tombe enfin mortellement blessé. Pendant ce temps la femme avait disparu.

A la vue de sa vengeance accomplie, le sieur L... s'empresse d'aller achever son voyage, et le lendemain, à son retour, il s'est remis entre les mains des gendarmes.

(Courrier du Lot.)

CALVADOS (Vire). — Le 27 avril, le sieur Thomas Rabé, propriétaire à Campeaux, près Bénv-Bocage, quitta dans la matinée son domicile, pour aller boire avec quelques uns de ses amis, et revint le soir au logis complètement ivre. Sa femme, le voyant dans cet état, eut la malheureuse pensée de lui refuser l'entrée de la maison.

Le sieur Rabé, désespérant de se faire ouvrir la porte et saisi par le froid, alla se mettre à couvert dans sa grange, sur le sol de laquelle il s'étendit, mais c'était pour ne plus se relever. Le lendemain matin, on le trouva expirant, et rien ne put le rappeler à la vie.

La femme du sieur Rabé reste chargée de cinq enfants en bas âge.

Les galeries du Musée de Versailles sont ouvertes jusqu'à mercredi. Chemin de fer, rive droite.

Grande baisse de prix pour Saint-Germain, 1 f. 25 c. aller et retour, terrasse, forêt et chemin atmosphérique, rue Saint-Lazare, 124.

Bourse de Paris du 11 Mai 1852.

Table with columns: AU COMPTANT, FONDS DE LA VILLE, ETC., and various financial data including bond prices and exchange rates.

Table with columns: A TERME, Préc. clôt., Plus haut., Plus bas., Dern. cours., and various financial data including futures prices.

CHEMINS DE FER COTES AU PARQUET.

Table with columns: Station names (e.g., Saint-Germain, Versailles) and prices for different routes.

Ce soir mercredi, au grand Opéra, la 9^e représentation du Juif Errant, par Roger, Massol, Obin, M^{me} Tedesco, Lagrou et Tagliani.

— HIPPODROME. — Aujourd'hui mercredi, représentation extraordinaire. Un pari de 3,000 fr. est engagé dans le grand steeple-chase du saut de rivière, entre M. le comte de D... et le prince de B... Cinq chevaux sont engagés. Exercices de M^{me} Saqui, etc., etc.

RANELAGH. — Demain jeudi, 13 mai, immédiatement après le feu d'artifice, grande fête au Ranelagh jusqu'à une heure du matin.

CHATEAU DES FLEURS. — Ce délicieux jardin, dont les fêtes alternent avec celles du Jardin-Mabile, vient de rouvrir ses portes embaumées, et cette saison sera marquée comme les précédentes par une vogue aussi brillante que méritée.

SPECTACLES DU 12 MAI.

OPÉRA. — Le Juif errant. COMÉDIE-FRANÇAISE. — Les Femmes savantes, le Misanthrope. OPÉRA-COMIQUE. — Le Songe d'une nuit d'été. ODÉON. — Machiavel, les Absents ont raison. VAUDEVILLE. — La Dame aux camélias. VARIÉTÉS. — Un Monsieur, la Vie de Bohème. GYMNASÉ. — Blaveau, une Petite fille de la grande armée. PALAIS-ROYAL. — Le Frère, Barbe-Blonde, une Rivière. PORTE-SAINT-MARTIN. — Benvenuto Cellini. GAITÉ. — La Mendiant.

AMBIGU. — Le Mémorial de Sainte-Hélène. THÉÂTRE NATIONAL. — La Prise de Caprée. CIRQUE NATIONAL (Champs-Élysées). — Soirées équestres. COMTE. — La Pie voleuse. FOLIES. — Un Doigt de vin, la Chanvrière. DÉLAISSÉMENTS-COMIQUES. — L'Argent par les fenêtres. THÉÂTRE DU LUXEMBOURG. — L'Idiot, Gabrielle, ni Queno. HIPPODROME. — Grandes représentations équestres les mardis, jeudis, samedis et dimanches à trois heures. ARENES NATIONALES (place de la Bastille). — Scènes burlesques, mimiques et équestres, les dimanches et lundis à 3 h. SALLE BONNE-NOUVELLE. — Tous les soirs à huit heures.

ROBERT HOUBIN. — Soirées fantastiques à huit heures. BOSCO. — Boulevard Montmartre. Le soir à huit heures. SOIRÉES DE M. DE LINSKI. — Bazar Bonne-Nouvelle, à 8 heures. JARDIN MABILLE. — Les mardis, jeudis, samedis et dimanches, grandes soirées musicales et dansantes. CHATEAU DES FLEURS. — Les dimanches, lundis, mercredis et vendredis, fêtes et bals. DIORAMA DE L'ETOILE. — De 10 h. à 6 h., un Naufrage dans les glaces du Groënland; Messe de minuit St-Pierre-de-Rouen.

AVIS. M. Arnaud a cédé le cabinet qu'il dirigeait à Paris, rue Mazargan, 13, à M. G. E. Marin, principal clerc de M. Olgner, notaire à Paris, qui conserve le domicile de son prédécesseur. (6112)

A VENDRE à l'amiable, 143 hectares de BOIS dans le département de l'Eure, d'un produit annuel de 6,000 fr. S'adresser à M. LEJEUNE, notaire à Paris, rue Lepelletier, 29. (6029)

MAISON ET FERME.

Adjudication en la chambre des notaires de Paris, le mardi 8 juin 1852, à midi. 1° De la FERME DU NOUVEAU, près Verneuil (Eure), louée net, 3,000 fr. avec des faïssances. Mise à prix : 72,000 fr. 2° D'une MAISON à Paris, rue St-Nicolas, 3. Mise à prix : 25,000 fr. S'adresser à M. LEJEUNE, notaire, rue Lepelletier, 29. (6013)

AVIS A MM. LES SOUSCRIPTEURS DE LA PRÉVOYANCE.

M. l'administrateur de la Prévoyance a l'honneur de prévenir MM. les souscripteurs des associations dont le terme expire en 1877, 1876, 1875, 1874 et 1873, qu'il a convoqué ceux qui, jusqu'au jour 19 juin 1851 inclusivement, n'étaient point tombés en déchéance en se libérant de leurs annuités, conformément à l'article 26 des statuts, ainsi que ceux qui, postérieurement, ont versé ou auraient dû verser leurs annuités, en conformité dudit article, ces derniers n'étant pas déchu jusqu'ici en raison de l'avis émis par l'assemblée générale du 15 janvier de cette année 1852, qui laisse aux membres de chacune des assemblées partielles, dûment convoqués et non frappés de déchéance, le droit de se prononcer à ce sujet. M. l'administrateur invite donc ceux de MM. les souscripteurs des susdites associations qui, jusqu'à ce jour, ne lui auraient pas fourni leurs titres, de les lui faire parvenir au plus tôt, ou, à leur défaut, la copie textuelle des quittances qui sont entre leurs mains, afin de vérifier leur position, et qu'ils puissent prendre part, s'il y a lieu, aux dites assemblées, fixées au 27 mai présent mois.

Faute de ces justifications avant le 20 courant, MM. les souscripteurs sont prévenus qu'ils ne pourront faire partie de l'assemblée. M. l'administrateur réitère à MM. les souscripteurs qu'ils ne peuvent trop se tenir en garde contre les agents d'affaires leur envoyant des circulaires dans lesquelles ils ont osé employer jusqu'au nom de la Prévoyance et se poser comme délégués de l'administrateur; il les assure de nouveau que tout intermédiaire autre que les inspecteurs qu'il a nommés en diverses localités ne peut que leur occasionner des doubles frais, puisque l'assemblée générale a décidé que les fonds voulus pour le travail d'apurement des comptes et la préparation des liquidations seraient d'abord prélevés sur les arrérages des rentes appartenant aux associations. M. l'administrateur rappelle à MM. les souscripteurs que, aux termes des instructions ministérielles, en date du 6 octobre 1851, « le droit de faire partie des assemblées est personnel et inhérent à la qualité de souscripteur, et que les mandataires ne peuvent y être admis. » L'administrateur. D'ARTENN. (6854)

MINES ET USINES DE NASSAU.

Le conseil d'administration de la société anonyme des mines et usines de Nassau prévient MM. les actionnaires qu'une assemblée générale extraordinaire est convoquée à Ems, duché de Nassau, pour le 15 juin prochain. La réunion qui aura lieu hôtel d'Angleterre, à deux heures de relevé, s'occupera de modifications aux statuts de la société ayant pour but principal : 1° d'étendre les pouvoirs de l'assemblée générale à l'aliénation des valeurs mobilières sociales pour lesquelles elle jugera cette modification utile; 2° de réduire le capital social; 3° de changer l'époque des réunions annuelles ordinaires de l'assemblée générale; 4° de donner au conseil d'administration le pouvoir de changer le siège social. Nota. Art. 8 des statuts. « Tous propriétaires de

dix actions au moins ont droit d'assister aux assemblées générales, et chacun d'eux aura autant de voix qu'il réunira de fois dix actions; néanmoins, aucun d'eux ne pourra avoir plus de cinq voix, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. » Art. 32. « Le droit d'être membre de l'assemblée générale est constaté par la production des actions ou par un certificat de dépôt des titres au siège de la société ou aux offices correspondants. Ledit dépôt doit être fait quinze jours à l'avance. » (6852)

M. Byles de Londres a perdu 25 coupons du 16^e dividende, n^{os} 21,560, 21,561, 27,315 à 27,322, 30,295, 30,296, 30,487 à 30,490, 39,251 à 39,255, 62,083 à 62,085, 63,009 de la compagnie du chemin de fer de Paris à Rouen, qui, à 26 francs chaque, représentent la somme de 650 fr. dont il demande le paiement à la compagnie. (6854)

AVIS. Examen critique, par M. GIRAM. SALON 1852 Chez les libr. et Pal.-Royal. 75c. (6816)

UN NÉGOCIANT en laines, de Paris, de Rheil, Louviers et Elbeuf, qui puisse le mettre en rapport avec les filatures. Ecrire franco à M. Armand, 48, rue Saint Martin. (6845)

Eaux minérales sulfureuses naturelles. Une source d'eau minérale naturelle, sulfureuse vient d'être découverte à Batignolles (Seine), avenue de Clichy, rue Saffroy, 9 et 11. Les propriétés médicales de ces eaux, bien reconnues, ont déterminé l'Académie de Médecine à autoriser leur usage comme moyen précieux de guérison. La proximité de Paris, la facilité des communications entre les Batignolles et tous les points de la capitale, feront de ces eaux une précieuse ressource pour les malades à qui leurs occupations empêchent un déplacement. (6853)

M. SEYMOUR, CHIRURGIEN-DENTISTE rue Castiglione, 40, qui, depuis longues années, jouit d'une réputation incontestée pour la supériorité avec laquelle il confectionne et adapte les dents et râteliers artificiels, vient de perfectionner une pâte minérale nommée Succédanéum avec laquelle on peut soi-même guérir les dents malades et en prolonger indéfiniment la durée. Le Succédanéum s'applique à froid; il est d'un emploi facile et sa couleur ne s'altère pas. Une notice imprimée est jointe à chaque boîte de Succédanéum. N^o 10, rue Castiglione, au premier. (6828)

AVIS gratuits par corres. sur les descentes, les maladies chroniques des intestins, DÉCOUVERTES de M. B. DESROS (P.-D.), M., r. de Seine, 70. (Affr.) (6799)

DAGUERRÉOTYP. PHOTOGRAPHIE. Un volume, 6 fr. 75 c.; un volume sur plaqué, composition du papier et plaqué, suivi du magnésium, 3 fr. 75 c. Médaille d'Or. M. Lagros, auteur, enseigne cet art en 4 heures. Ateliers de portraits, ressemblance garantie, coloris naturel, de 2 à 5 fr., rue St-Honoré, 199, Paris. (6774)

POMMADE RICHELIEU. Tout le monde sait que le duc de Richelieu parvint à son âge fort avancé; et conserva jusqu'à son dernier jour un visage frais et vermeil, sans rides et sans aucun des altérations que la vieillesse entraîne à sa suite. Cette fraîcheur de visage est due à une pommade inventée par NIXON DE LEXCLOS, et dont le secret a été confié à M. DELAUNAY. Cette pommade entretient au contraire la beauté de la chevelure et empêche la chute des cheveux. Prix 5 et 3 fr., rue Notre-Dame-des-Victoires, 41, maison Mombro. On expédie en province à la rétro (affranchir). Pour éviter les contrefaçons, chaque pot est revêtu de la signature de M. Delaunay. (6706)

Ventes immobilières.

AUDIENCES DES CRIÉES.

IMMEUBLES A BOULOGNE.

Etude de M. BROCHOT, avoué à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, 60. Vente en l'audience des criées, le samedi 29 mai 1852, en sept lots, De MAISONS, BATIMENTS et TERRAINS sis à Boulogne-près Paris, sur les mises à prix réunies de 103,000 fr. S'adresser : 1° A M. BROCHOT, avoué poursuivant; 2° A M. Boucier, notaire à Paris, rue Neuve-des-Capucines, 19; Et à Boulogne, à MM. Sciard frères, route de la Reine, 38. (6095)

CHAMBRES ET ETUDES DE NOTAIRES.

FERME DE SAINT-BARTHELEMY.

Adjudication le 25 mai 1852, Sur la mise à prix de 400,000 fr. D'une FERME dite de Saint-Barthélemy, sise commune de Juage et autres, arrondissement de Bayeux (Calvados). D'un produit net de 4,400 fr. Il y aura adjudication même sur une seule enchère. S'adresser pour les renseignements : A M. DESPREZ, notaire à Paris, rue des Saints-Pères, 15. (6137)

Librairie de L. HACHETTE et Cie, rue Pierre-Sarrasin, n^o 14, à Paris (près l'École de Médecine).

ESSAI SUR LES FONDEMENTS DE NOS CONNAISSANCES ET SUR LES CARACTÈRES DE LA CRITIQUE PHILOSOPHIQUE.

Par M. COURNOT, inspecteur général de l'Instruction publique. 2 volumes in-8^o. Prix, brochés : 12 francs.

Autres ouvrages de M. Cournot publiés par la même librairie :

- Traité élémentaire de la théorie des fonctions et du calcul infinitésimal. 2 volumes in-8^o. Prix, brochés : 16 fr. De l'origine et des limites de la correspondance entre l'algèbre et la géométrie. 1 vol. in-8^o. Prix, broché : 7 fr. 50 c. Exposition de la théorie des chances et des probabilités. 1 vol. in-8^o. Prix, broché : 7 fr. 50 c. Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses. 1 volume in-8^o. Prix, broché : 4 fr. Lettres de L. Euler à une princesse d'Allemagne, sur divers objets de physique et de philosophie; précédées de l'éloge d'Euler, par Condorcet, et annotées par M. Cournot. 2 volumes in-8^o. Prix, brochés : 10 fr.

TRAITÉ DES FACULTÉS DE L'ÂME

L'HISTOIRE DES PRINCIPALES THÉORIES PSYCHOLOGIQUES, Par M. Adolphe GARNIER, professeur à la Faculté des Lettres de Paris. 3 volumes in-8^o. Prix, brochés : 21 francs.

Autres ouvrages de M. Ad. Garnier publiés par la même librairie :

- Morale sociale, ou devoirs de l'Etat et des citoyens en ce qui concerne la propriété, la famille, l'éducation, la liberté, l'égalité, l'organisation du pouvoir, la sûreté publique et individuelle. 1 volume in-8^o. Prix, broché : 6 fr. L'Académie française a accordé, en 1831, un des prix de la fondation Monthyon à cet ouvrage, dans lequel l'auteur aborde toutes les questions importantes qui, depuis quelques années, excitent l'attention publique. La psychologie et la phrénologie comparées. 1 volume in-8^o. Prix, broché : 3 fr. 50 c. Critique de philosophie de Thomas Reid. 1 volume in-8^o. Prix, broché : 2 fr. 50 c. Œuvres philosophiques de Descartes, publiées d'après les textes originaux, avec notices, sommaires et éclaircissements, par M. Garnier. 4 volumes in-8^o. Prix, brochés : 12 fr.

DISTRIBUTION DES AIGLES ET BÉNÉDICTION DES DRAPEAUX.

L'ILLUSTRATION

Publiera cette semaine un Numéro double dont le supplément sera entièrement consacré à l'histoire illustrée des fêtes militaires des 10 et 11 mai.

Ce supplément sera donné à tous ses abonnés. — Pour les non-abonnés, le Numéro avec le supplément sera vendu 1 fr. 50 c.; — le supplément seul, 75 c.

Demandes adressées franco à M. A. LE CHEVALIER, rue Richelieu, n^o 60, avec un mandat sur la poste. (6850)

La publication légale des Actes de Société est obligatoire, pour l'année 1852, dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX, LE DROIT et le JOURNAL GÉNÉRAL D'AFFAIRES.

Ventes mobilières.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, place de la Bourse, 2. Le 12 mai. Consistant en tables, chaises, commode, pendule, etc. (6147) Le 13 mai. Consistant en comptoir, tables, glaces, lits, matelas, etc. (6144) Consistant en table, chaises, commode, glace, étau, etc. (6145) En une maison sise à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, 44. Le 13 mai. Consistant en buffet, tables, 400 bocaux, mortiers, etc. (6148) En une maison sise à Paris, rue des Écuries d'Artois, 14. Le 13 mai. Consistant en bureau, casier acacia, un calorifère, etc. (6146)

SOCIÉTÉS.

ERRATA.

Dans le numéro de l'once courant de la Gazette des Tribunaux, société Auguste ANTOINE et C^e, lisez : Auguste ANTOINE et C^e. Cedeuzo mai mil huit cent cinquante-deux. (6143)

Dans la publication de la société SCHOENBERG et C^e, contenue dans le numéro du neuf de ce mois, li-

sez : Le capital a été fixé à cinq cent mille francs, etc., au lieu de cinquante mille francs. Signé : THON. (4814) D'un acte sous seings privés, fait double à Paris le six mai mil huit cent cinquante-deux, enregistré, entre Adolphe-Amand BOISSAYE, négociant, demeurant à Paris, rue du Sentier, 8, et Marie-Ambroise FRANCOEUR, négociant, demeurant à Paris, boulevard Poissonnière, 25, appert : La société de fait existant entre les parties depuis le treize juin mil huit cent quarante-huit, sous la raison BOISSAYE, FRANCOEUR et C^e, se continuera en nom collectif, sous la raison : BOISSAYE et FRANCOEUR, jusqu'au trente et un décembre mil huit cent cinquante-cinq. Elle aura pour objet le commerce, à Paris et à l'étranger, de tissus de coton et autres articles manufacturés qui entreront dans la convenance des parties, et l'exploitation d'un atelier de tissage à Abbeville. Chacun des associés est autorisé à gérer, administrer et signer pour la société. Pour extrait : FABRE, 30, rue Bleue. (4810)

Suivant acte sous seings privés, fait double à Paris le vingt-huit avril mil huit cent cinquante-deux, enregistré à Paris le onze mai suivant, folio 59, recto, case 6, par d'Armenau, qui a perçu cinq francs cinquante centimes, la société formée entre le sieur François-Emmanuel MAURIN jeune, peintre en ba-

tements, demeurant à Paris, rue du Marché-Saint-Honoré, 5, et le sieur Charles-Christophe GAULI, demeurant à Paris, quai Saint-Michel, 19, par acte sous seings privés du quinze janvier mil huit cent cinquante-deux, pour la fabrication et la vente d'un procédé contre l'humidité, et dont le siège social était établi à Paris, quai Saint-Michel, 19, a été dissoute à partir dudit jour vingt-huit avril mil huit cent cinquante-deux. Le sieur Maurin jeune, l'un des associés, est resté seul chargé de la liquidation avec les pouvoirs nécessaires. MAURIN jeune. (4812)

D'un acte sous seings privés, en date à Paris du premier mai mil huit cent cinquante-deux, enregistré à Paris, le sept du même mois, folio 151, verso, case 2, par Deslong, qui a reçu pour les trois cents francs cinquante centimes ; Entre M. Jean-Théodore ANDRY, fabricant de cols-cravates, demeurant à Paris, rue Montmartre, n^o 102, passage des Messageries; Et M. Frédéric-Félix MANGIER, employé de commerce, demeurant à Paris, rue Saint-André-des-Arts, n^o 52. A été extrait ce qui suit : Une société en nom collectif est formée entre les parties pour l'exploitation, à Paris, d'une maison de commerce 2^e fabrique de cols-cravates et de toutes autres marchandises. La durée de la société sera de cinq ou dix années, à partir du premier mai mil huit cent cinquante-deux, pour finir à pareille époque

des années mil huit cent cinquante-sept ou mil huit cent soixante-deux. Le siège de la société sera à Paris, rue Montmartre, n^o 109, passage des Messageries. La raison et la signature sociales seront : ANDRY et MANGIER. Chaque associé aura concurrence de l'administration de la société et la signature sociale, dont il ne pourra faire usage que pour les affaires de la société; tous engagements souscrits pour autres causes, quoique revêtus de cette signature, seront nuls de plein droit à l'égard de la société. Pour faire publier le présent acte, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un extrait. Pour extrait : ISBERT. (4809)

Suivant acte reçu par M. Aeloque et son collègue, notaires à Paris, les cinq et sept mai mil huit cent cinquante-deux, enregistré, M. Charles HALPHEN, fabricant de convertis, demeurant à Paris, galerie Valois, Palais-Royal, n^o 128, M. Maurice HALPHEN, marchand de diamants, demeurant à Paris, rue Feytaud, hôtel des Étrangers, Ont arrêté ce qui suit : La société en nom collectif ayant existé verbalement entre eux depuis environ deux années, pour faire, à Paris, sous la raison sociale : Maurice et Charles HALPHEN, le commerce en général et particulièrement la bijouterie, le diamant et la fabrication des convertis, est et demeure dissoute d'un commun accord à partir du cinq mai mil huit

cent cinquante-deux. M. Charles Halphen est seul investi de la qualité de liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus pour aliéner, vendre, réaliser, faire toutes cessions ou abandons avec ou sans libération, traiter, transiger avec les tiers créanciers ou débiteurs, et compromettre. (4811) TRIBUNAL DE COMMERCE. AVIS. Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis de dix à quatre heures. Faillites. DÉCLARATIONS DE FAILLITES. Jugements du 30 AVRIL 1852, qui déclarent la faillite ouverte et en font provisoirement l'ouverture aujourd'hui : Du sieur GAUGER, négociant, rue de Ménilmontant, 73; nomme M. Lebel juge - commissaire, et M. Thiébaud, rue de la Bienfaisance, 2, syndic provisoire (N^o 10429 du gr.). Du sieur SOEURRE (Jules), nég. en café, rue du Temple, 26, le 18 mai à 9 heures (N^o 9200 du gr.). Du sieur PIERRON (Joseph), Hémonadier, rue Traversière-St-Antoine, 23, le 17 mai à 9 heures (N^o 10014 du gr.).

TRIBUNAL DE COMMERCE. AVIS. Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis de dix à quatre heures. Faillites. DÉCLARATIONS DE FAILLITES. Jugements du 30 AVRIL 1852, qui déclarent la faillite ouverte et en font provisoirement l'ouverture aujourd'hui : Du sieur GAUGER, négociant, rue de Ménilmontant, 73; nomme M. Lebel juge - commissaire, et M. Thiébaud, rue de la Bienfaisance, 2, syndic provisoire (N^o 10429 du gr.). Du sieur SOEURRE (Jules), nég. en café, rue du Temple, 26, le 18 mai à 9 heures (N^o 9200 du gr.). Du sieur PIERRON (Joseph), Hémonadier, rue Traversière-St-Antoine, 23, le 17 mai à 9 heures (N^o 10014 du gr.).

TRIBUNAL DE COMMERCE. AVIS. Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis de dix à quatre heures. Faillites. DÉCLARATIONS DE FAILLITES. Jugements du 30 AVRIL 1852, qui déclarent la faillite ouverte et en font provisoirement l'ouverture aujourd'hui : Du sieur GAUGER, négociant, rue de Ménilmontant, 73; nomme M. Lebel juge - commissaire, et M. Thiébaud, rue de la Bienfaisance, 2, syndic provisoire (N^o 10429 du gr.). Du sieur SOEURRE (Jules), nég. en café, rue du Temple, 26, le 18 mai à 9 heures (N^o 9200 du gr.). Du sieur PIERRON (Joseph), Hémonadier, rue Traversière-St-Antoine, 23, le 17 mai à 9 heures (N^o 10014 du gr.).

TRIBUNAL DE COMMERCE. AVIS. Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis de dix à quatre heures. Faillites. DÉCLARATIONS DE FAILLITES. Jugements du 30 AVRIL 1852, qui déclarent la faillite ouverte et en font provisoirement l'ouverture aujourd'hui : Du sieur GAUGER, négociant, rue de Ménilmontant, 73; nomme M. Lebel juge - commissaire, et M. Thiébaud, rue de la Bienfaisance, 2, syndic provisoire (N^o 10429 du gr.). Du sieur SOEURRE (Jules), nég. en café, rue du Temple, 26, le 18 mai à 9 heures (N^o 9200 du gr.). Du sieur PIERRON (Joseph), Hémonadier, rue Traversière-St-Antoine, 23, le 17 mai à 9 heures (N^o 10014 du gr.).

TRIBUNAL DE COMMERCE. AVIS. Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis de dix à quatre heures. Faillites. DÉCLARATIONS DE FAILLITES. Jugements du 30 AVRIL 1852, qui déclarent la faillite ouverte et en font provisoirement l'ouverture aujourd'hui : Du sieur GAUGER, négociant, rue de Ménilmontant, 73; nomme M. Lebel juge - commissaire, et M. Thiébaud, rue de la Bienfaisance, 2, syndic provisoire (N^o 10429 du gr.). Du sieur SOEURRE (Jules), nég. en café, rue du Temple, 26, le 18 mai à 9 heures (N^o 9200 du gr.). Du sieur PIERRON (Joseph), Hémonadier, rue Traversière-St-Antoine, 23, le 17 mai à 9 heures (N^o 10014 du gr.).

TRIBUNAL DE COMMERCE. AVIS. Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis de dix à quatre heures. Faillites. DÉCLARATIONS DE FAILLITES. Jugements du 30 AVRIL 1852, qui déclarent la faillite ouverte et en font provisoirement l'ouverture aujourd'hui : Du sieur GAUGER, négociant, rue de Ménilmontant, 73; nomme M. Lebel juge - commissaire, et M. Thiébaud, rue de la Bienfaisance, 2, syndic provisoire (N^o 10429 du gr.). Du sieur SOEURRE (Jules), nég. en café, rue du Temple, 26, le 18 mai à 9 heures (N^o 9200 du gr.). Du sieur PIERRON (Joseph), Hémonadier, rue Traversière-St-Antoine, 23, le 17 mai à 9 heures (N^o 10014 du gr.).

TRIBUNAL DE COMMERCE. AVIS. Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis de dix à quatre heures. Faillites. DÉCLARATIONS DE FAILLITES. Jugements du 30 AVRIL 1852, qui déclarent la faillite ouverte et en font provisoirement l'ouverture aujourd'hui : Du sieur GAUGER, négociant, rue de Ménilmontant, 73; nomme M. Lebel juge - commissaire, et M. Thiébaud, rue de la Bienfaisance, 2, syndic provisoire (N^o 10429 du gr.). Du sieur SOEURRE (Jules), nég. en café, rue du Temple, 26, le 18 mai à 9 heures (N^o 9200 du gr.). Du sieur PIERRON (Joseph), Hémonadier, rue Traversière-St-Antoine, 23, le 17 mai à 9 heures (N^o 10014 du gr.).

TRIBUNAL DE COMMERCE. AVIS. Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis de dix à quatre heures. Faillites. DÉCLARATIONS DE FAILLITES. Jugements du 30 AVRIL 1852, qui déclarent la faillite ouverte et en font provisoirement l'ouverture aujourd'hui : Du sieur GAUGER, négociant, rue de Ménilmontant, 73; nomme M. Lebel juge - commissaire, et M. Thiébaud, rue de la Bienfaisance, 2, syndic provisoire (N^o 10429 du gr.). Du sieur SOEURRE (Jules), nég. en café, rue du Temple, 26, le 18 mai à 9 heures (N^o 9200 du gr.). Du sieur PIERRON (Joseph), Hémonadier, rue Traversière-St-Antoine, 23, le 17 mai à 9 heures (N^o 10014 du gr.).